



Revue de presse
Réseau des journalistes africains
Spécialisés sur le développement durable
et le changement climatique
Septembre 2022

1





Références : AfCFTA, SADC, GIZ, COP 27, African Union, NDC, CNUCC, COP 26, Accord de Paris, UNECA, EIB, AAAP, AfDB, European Union, WTO, IMF, IPCC, ADF, G20, SDGs, EBRD, World Bank, UNESCAP, UNESCWA, UNECE, WWF, UNEP, FEM, AMCEN, UNEA-5, COP 15, AFD, DDC, UNFCCC, COMIFAC, BMZ, UICN, CITES.

Table des matières

Karali Rabat (Algérie) ; Urbanisme et espaces verts, les recommandations c'est bien, passer à l'acte c'est mieux ! L'Actuel, septembre 2022.	5
Ernest Agbota (Bénin) ; Les enjeux de l'adoption de l'agroécologie au Bénin ; Emission : Notre environnement en question, ORTB, septembre 2022.	7
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Business Sector Urged To Embrace New Opportunities Offered By The AfCFTA ; Pan African Visions, september 2022.	7
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Coding Africa To Initiate Mass Roll Out Of Digital Platform Across Africa ; Pan African Visions, september 2022.	10
John Tsongo Thavugha (RDC) ; Nord-Kivu : Problématique de gestion foncière, le "coupe-conflit" est enfin arrivé... Pana Radio, septembre 2022.	13
John Tsongo Thavugha (RDC) ; Nord-Kivu : l'expertise des Gomatraciens dans le numérique, convainc le continent Africain... Pana Radio, septembre 2022.	15
John Tsongo Thavugha (RDC) ; Nord-Kivu : Mise en place du plan d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu, GIZ et ABAKIR à l'œuvre ; Pana Radio, septembre 2022.	17
Eric Ojo (Nigeria) ; Experts Brainstorm On Africa's Needs Ahead Of COP27 ; African Examiner, 2 september 2022.	20
Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; A Libreville, la Semaine africaine du climat 2022 suscite un élan régional important pour l'action climatique avant la COP 27 ; Conjoncture économique, 3 septembre 2022.	22
Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; Gabon : Le Fonds gabonais d'investissement stratégique devient l'entité habilitée à échanger des crédits carbonés ; Conjoncture économique, 3 septembre 2022.	25
Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; L'Afrique est prête pour la COP27 (Pr. Lee White) ; Conjoncture économique, 3 septembre 2022.	28
Eric Ojo (Nigeria) ; Climate Change Could Wipe Out 15 Percent Of Africa's GDP By 2030, EIB President Warns ; African Examiner, 6 september 2022.	31
Eric Ojo (Nigeria) ; Okonjo-Iweala Seeks Trade Policy Integration Into Global Climate Action ; African Examiner, 8 september 2022.	34
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : une société minière chinoise traduite en justice pour meurtre et pollution ; Afrik 21, 9 septembre 2022.	38





Mahmoud Bakr (Egypte) ; Conjuring international climate action in countdown to COP27 ; Ahram Online, 9 September 2022.	40
Victor Gbonegun (Nigeria) ; NCF, CBN urge banks, businesses to implement sustainability principles ; The Guardian, 12 September 2022.	44
Victor Gbonegun (Nigeria) ; Worries for Nigeria, other developing nations as wildfire rages in Europe ; The Guardian, 12 September 2022.	46
Boris Ngounou (Cameroun) ; Congo : création des premières aires marines protégées à Loango et à Mvassa ; Afrik 21, 13 septembre 2022.	50
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : la crise climatique provoque la perte annuelle de 15% du PIB par habitant ; Afrik 21, 14 septembre 2022.	52
Mahmoud Bakr (Egypte) ; Warnings on climate change ; Ahram Online, 15 September 2022.	54
Thuku Kariuku (Kenya) ; Kenya : Helping developers build more sustainable buildings ; Nature and Environment, Deutch Welle, 15 september 2022.	57
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : 4 anciens chefs d’État plaident pour la conservation de la biodiversité ; Afrik 21, 16 septembre 2022.	58
Edem Dadzie (Togo) ; Pollution plastique : Difficile conciliation entre le recyclage et les autres solutions ? Le Papyrus, 20 septembre 2022.	60
Mahmoud Bakr (Egypte) ; Building a united African front ahead of UN COP27 ; Ahram online, 20 September 2022.	63
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : vers un réseau d’échanges de données pour la sauvegarde des écosystèmes ; Afrik 21, 21 septembre 2022.	66
Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; Le plan de financement de la biodiversité soutenu par le Gabon trouve un écho favorable auprès des pays industrialisés ; Conjoncture économique, 21 septembre 2022.	67
Eric Ojo (Nigeria) ; Climate Ministerial Meeting Sets Agenda For COP27 ; African Examiner, September 22nd, 2022.	70
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : l’UE interdit l’importation du caoutchouc issu de la déforestation ; Afrik 21, 22 septembre 2022.	73
Boris Ngounou (Cameroun) ; La disparition rapide des forêts sacrées en Afrique Centrale ; Environnementales, 22 septembre 2022.	75
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique centrale : un futur projet TTT permettra la gestion durable des forêts ; Afrik 21, 23 septembre 2022.	75
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique du Sud : les rhinocéros ont perdu 75 % de leur population en moins de dix ans ; Afrik 21, 27 septembre 2022.	77
Zeina Moneer (Egypte) ; COP27: A time to address the “triple inequality” ; MEI, September 28, 2022.	79





Abdourahmane Diallo (Sénégal) ; Sénégal : le sourire retrouvé des paysans de Diofior ; Agence de Presse Sénégalaise, 29 septembre 2022. 84

Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; La présidence égyptienne de la COP27 définit sa vision pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques et exhorte le monde à agir maintenant ; Conjoncture économique, 29 septembre 2022..... 87



Karali Rabat (Algérie) ; Urbanisme et espaces verts, les recommandations c'est bien, passer à l'acte c'est mieux ! L'Actuel, septembre 2022.

ENVIRONNEMENT

Urbanisme et espaces verts

Les recommandations c'est bien, passer à l'acte c'est mieux !

Obligatoire. En plus du déficit en superficies et espaces boisés au niveau de nos communes et les contraintes réglementaires, les responsables se heurtent à l'insuffisance voire l'absence de moyens financiers pour réaliser des projets environnementaux.

Qui d'entre nous se souvient du fameux slogan des « villes ou cités vertes » en vogue dans les années 2016-2020, une initiative qui n'a pas fait long feu, à l'image de beaucoup d'autres à travers nos villes et cités. Dans la wilaya d'Alger, l'expérience conduite par les responsables de l'OPGI d'Alger durant quelques années s'est soldée par un échec sur toute la ligne. Au début du lancement de cette fameuse opération environnementale, les résidents des nouveaux quartiers avaient exprimé leur grand enthousiasme à l'idée que les espaces verts en milieu urbain procurent des impacts psychosociaux certains dans la vie au sein de la communauté. Mais au fil des mois, c'est le désenchantement qui s'est installé dans la plupart des nouvelles cités à travers le pays.

Est-ce un problème de culture environnementale ?

Loin de faire le procès de telle ou telle partie, l'important est de souligner que l'espace vert assure le bien-être à tout le monde dans le cadre des activités de loisirs et de détente. Quoi qu'il en soit, en matière de normes internationales, l'Algérie a beaucoup à faire. D'après les sources du département ministériel

de l'Environnement algérien, le recensement des espaces verts établi en 2021 a fait ressortir un ratio de 4,01 m²/hab. Pour une population de plus de 43.000.000 habitants, alors qu'il avait comptabilisé 224 millions de mètres carrés d'espaces verts en 2017, 80 millions de m² en 2014, 11 millions de mètres carrés en 2011 et 2 millions de mètres carrés en 2007. Aussi, on classe les catégories d'espaces verts selon leur vocation, dont : 1.479 jardins publics, 915 jardins collectifs, 74 jardins spécialisés, 63 parcs urbains, 93 forêts urbaines et 915 alignements boisés. S'agissant de la norme internationale, celle-ci est de 10m²/habitant. Elle varie selon la politique du pays dans ce domaine, la situation de la zone géographique et la culture environnementale de la population.

En réalité, la gestion des espaces verts demeure le dernier souci des administrateurs, alors que les élus des collectivités locales ont tendance à négliger les questions des commodités du cadre de vie des citoyens ou à les reléguer au second plan de leurs préoccupations quotidiennes. En plus du déficit en superficies et espaces boisés au niveau de nos communes et les contraintes réglementaires, les

responsables se heurtent à l'insuffisance voire l'absence de moyens financiers pour réaliser des projets environnementaux. Concernant la place qu'occupe le mouvement associatif dans la vie de la cité, rares sont les communes qui accordent de l'intérêt à l'importance de créer des espaces de concertation entre le tissu associatif et les différentes instances publiques afin d'être attentifs à leurs propositions en ce qui concerne la préservation de l'environnement.

A ce propos, récemment, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Abderrahmane Hamzaoui, a indiqué que les associations œuvrent à accompagner la rupture avec les pratiques du passé et à s'ériger en force de proposition en mesure d'apporter des solutions à diverses problématiques et défis en rapport avec le quotidien des citoyens. Il a également appelé les instances élues à apporter leur aide aux associations et mettre fin aux formes de marginalisation et d'exclusion dont souffrait par le passé le mouvement associatif et rétablir la société civile dans la place qui lui sied dans l'équation participative.



Les dysfonctionnements et les insuffisances dans la prise en charge des espaces verts relèvent d'une politique durable et multidisciplinaire (autorités, associations, culture, éducation et start-up, etc.). Le modèle de l'implication citoyenne dans un processus participatif et un cadre défini est une démarche potentiellement porteuse de plus-value directe, évaluable, dans la mesure où elle favorise la conception d'espaces en adéquation avec les besoins des habitants et, dès lors, mieux appropriés par ceux-ci. Mais au-delà, la participation des habitants à la conception de leur cadre de vie leur donne l'opportunité d'exercer leur citoyenneté, ce qui est source d'émancipation.

Une nouvelle loi permettra à l'Algérie de se hisser aux normes internationales

Comme le dit si bien l'adage, il n'est jamais trop tard pour bien faire. La nouvelle loi relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts devrait permettre à

'Algérie de se hisser aux normes internationales, notamment en matière de ratio des surfaces végétalisées par habitant, a indiqué un responsable du ministère de l'Environnement.

Le secteur de l'environnement mise, en particulier, sur la décentralisation de l'examen des dossiers de classement des espaces verts, introduite dans la loi modifiant et complétant la loi n° 07-06 du 13 mai 2007, relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts, adoptée récemment par les deux chambres du Parlement. L'application de cette nouvelle loi contribuera à l'augmentation du ratio des espaces verts, a encore expliqué le directeur de la biodiversité au ministère, Raouf Hadj Aïssa. Pour rappel, l'Algérie avait introduit en 2007 une loi qui porte sur l'entretien, la protection et la planification des espaces verts et ce, dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie du citoyen, préserver la santé humaine et maintenir l'équilibre

écologique et climatique. Cette loi met en place une « véritable politique pour l'instauration d'un réseau d'espaces verts, permettant la promotion de leur extension dans le milieu urbain, en faisant de l'introduction des espaces verts, dans tout projet de construction, une obligation devant être prise en charge dans les études urbanistiques et architecturales publiques et privées », souligne le responsable.

Toutefois, ce texte prévoyait uniquement une commission interministérielle chargée d'examiner les dossiers de classement des espaces verts à l'échelle nationale. Ainsi, la nouvelle loi prévoit l'installation d'une commission de wilaya composée de représentants des secteurs concernés pour le traitement des dossiers de classement des espaces verts. Le classement est prononcé par le wali ou le président de l'Assemblée populaire communale, selon les explications de M. Hadj Aïssa ■

A. K.



Ernest Agbota (Bénin) ; Les enjeux de l'adoption de l'agroécologie au Bénin ; Emission : Notre environnement en question, ORTB, septembre 2022.

Pour écouter l'émission :

https://drive.google.com/file/d/1mgaWxpSehvxaYqmsXfFMretUGq_vYKQf/view



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Business Sector Urged To Embrace New Opportunities Offered By The AfCFTA ; Pan African Visions, september 2022.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2022/09/zimbabwes-business-sector-urged-to-embrace-new-opportunities-offered-by-the-afcfta/>



The AfCFTA inaugurates the beginning of a new era in Africa's global evolution , Prof Nkem Khumbah



The Zimbabwe Business and Industrial sector stands to benefit from opportunities being offered under the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and it is time organizations like the Confederation of Zimbabwe Industries (CZI) begin to “mobilize its members to begin looking into the continental opportunities”, according to Professor Nkem Khumbah, Chairman of Africa Development Futures Group (ADFG).

Professor Khumbah, who is also a Senior Fellow at the Washington DC-based Global Federation of Competitiveness Councils (GFCC), made the remarks during a keynote at the Confederation of Zimbabwe Industries (CZI) Annual Congress that held in Harare, Zimbabwe from 7 to 9 September, 2022.

He said that the AfCFTA inaugurates the beginning of a new era in Africa’s global evolution and emphasized the need for the business and industrial sector in Zimbabwe to position itself to embrace the new opportunities for development of the country and the continent.

In his presentation titled: Global Competitiveness Imperatives for Zimbabwe in the wake of AfCFTA and Globalization, he added that the AfCFTA offered the ultimate opportunity to integrate the African continent, with the communities of Industrial Captains driving both the architecture of geo-economics, and hence, Industrialization on the continent.

The African Continental Free Trade Area was founded in 2018, with trade commencing as of 1 January 2021. It was created by Agreement among 54 of the 55 African Union Nations. Khumbah said that under the Initiative there is an expected increase in mobility of people, goods and services, “with attendant necessities for National and Regional Institutions to harmonize and integrate much of their operational systems, regulations and mechanisms, and industry and the Business sector in Zimbabwe should not be found wanting,”

He said that if implemented as envisaged by its purveyors, the AfCFTA is expected to boost Africa’s continental economy from US\$3 trillion size in 2020 to some US\$8 trillion by 2030.

He adds that these offers tremendous opportunities for increased human interaction and commerce to create conditions for new, yet to be conceived companies and whole industries to be emerge.

He urged Zimbabwe’s Business sector to position itself for optimal value from the AfCFTA, by beginning to ask itself a few framing questions, beyond traditional “capacity” and “strategies” for its mechanical implementation. For example: a) How has Zimbabwe thus far performed within existing economic blocks like SADC, and what different does the AfCFTA offer? b) How much of the attendant growth in continental economic size will accrue to Zimbabwe? c) Can Zimbabwe leverage its most important strategic assets to use the AfCFTA as springboard to become the “South Korea” of regional Africa ? d) which are the





top 20 companies owned and operated by Zimbabweans, and how can some of these companies be supported to become continental players;

He suggested that questions like these generate thought processes, policies and investments that can enable the country to appropriate its share, thereby contributing to the AfCFTA living up to its promise. That in the near term, Zimbabwe needed Geo-Economic and Geo-Technological Architects (NOT Mechanics) to map a regional economic role for the country to drive its industrialization and export agenda under the AfCFTA.

He also urged the sector to identify “made-in-Zimbabwe” brands and position them to become continental or global African brands, citing examples of Coca-Cola and Samsung which he said have provided their home counties with industrial respectability and global soft power.

Will some national companies be better off commanding 10% of current national sectors or ½ % of US\$3 to US\$8 trillion continental sectors ? He asked the business sector in Zimbabwe to leverage on its most important strategic assets to use the AfCFTA as a springboard to become the “South Korea” of regional Africa. For example, development of its signature Stone assets can grow a granite industry to replace continental imports of same.

Prof Khumbah advised industries in Zimbabwe that the AfCFTA offered opportunities for near-unfettered access into regional markets, and that ever-changing global dispensations, upgrading of industry and competitive products for markets

He urged the Business Sector to complement the government in creating a new cadre of highly competent Zimbabwean professionals who are geared to fill the enormous gap of shortages of critical human technical capacity on the African continent.

Professor Khumbah said 74% of expected growth of global university-aged population of 18 to 23 years, from 2015 to 2035 is expected to be concentrated in 10 countries, 9 of which are African. These countries include Angola, Democratic Republic of the Congo (DRC), Egypt, Ethiopia, Kenya, Niger, Nigeria, Pakistan, Uganda and Tanzania. He also said that total higher education enrolment across the African continent will roughly triple from 7.4 million students in 2015 to nearly 22 million by 2040. These are the human capital that Zimbabwe, and the Continent will be relying upon to deliver the promise of the AfCFTA.

He urged the country to pivot its higher education towards producing top quality, globally competitive Science, Technology, Engineering and Mathematics (STEM) human capital; possibly by strengthening the model which the country has already initiated, given that, in the increasingly technology-driven global landscape, it is the quality and quantity of its STEM workforce that will give relevance to all other sectors.





STEM Education in itself, can be a game changing export for Zimbabwe, offering transformative domestic top skilled workforce to upgrade its industries, while attracting top-paying students from around the continent.

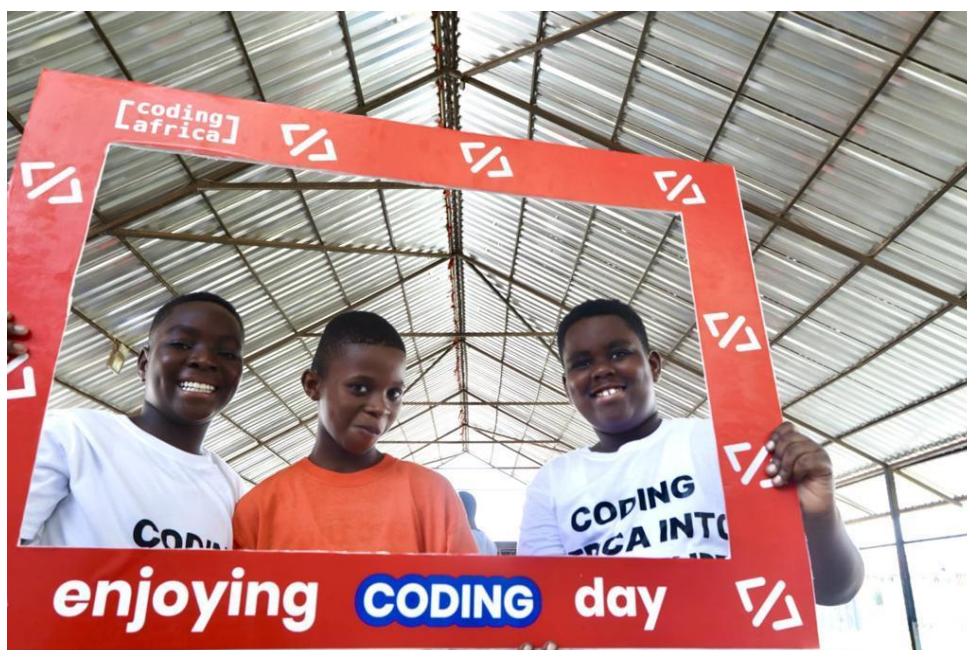
Professor Khumbah is also the Chairman of Policy and Strategy Committee at the African Light Source Initiative, member of the STEM-Africa Committee and Faculty Associate for the Science, Technology and Public Policy at the University of Michigan in the United States of America (USA).



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Coding Africa To Initiate Mass Roll Out Of Digital Platform Across Africa ; Pan African Visions, september 2022.

10

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2022/09/coding-africa-to-initiate-mass-roll-out-of-digital-platform-across-africa/>





Coding Africa is an initiative developed by Kampay and its partners that aims to empower young people in Africa to find opportunities in technology and ensure they are prepared for the adoption of Web3, blockchain and cryptocurrency to better their lives and participate in the future. It is to initiate a mass digital rollout of its learning platform over the next two months with its partner organisations in Africa, Mr Chris Cleverly, the CEO of KamPay, for the organization mentioned.

A member of the ruling family of the United Arab Emirates (UAE), His Highness Sheikh Ahmed Bin Faisal Al-Qassimi, has given Coding Africa his full support for the initiative.

The organization has revealed that it will conduct the roll out in Ghana, Zimbabwe, Kenya, South Africa, Zambia, Uganda and Nigeria.

They have also indicated that during this stage, they are looking to increase their number of users, gather feedback on the platform, and most importantly, introduce children to coding.

They add that in August 2022, they will have a huge drive for mass rollout, including an influencer campaign, a public relations rollout, and a paid ad strategy. By October, they will be looking to have onboarded 400k users and over 250 organizations partnered with as well as over 10 million impressions across platforms spreading the knowledge of Coding Africa and its partners.

11

They also say that by implementing a “Learn to Earn” concept, they will enable students to invest in their abilities and make the most out of their education.

The Project currently has three fundamental elements, the Platform, Coding Events and Learn-to-Earn with additional developments currently in the works focused on later-stage learning and career opportunities.

Their learning platform is based on a Learn-to-Earn framework that allows students to unlock new levels and rewards as they keep progressing through their classes.

The design was carefully thought out to encourage students to keep investing their time in their learning and encourage them to dedicate themselves to classes.

The Learn-to-Earn functionality is still in the Beta stage as they ensure its safety, security, and usability.

Coding Africa’s lessons give access to tech-related information and offer the opportunity to understand the fundamentals of programming, which can positively impact the future of the kids and empower them with more and better options for their future.

Their launch event took place in Ghana, with 200 children having their first opportunity to explore the coding world.





The event was a huge success, with positive responses from the staff and children, and with the success, they look to swiftly expand across different locations.

In the future, since the success of their launch event, they have been hard at work planning out the next stages of the initiative.

Firstly, they are looking to expand their reach by supplying their platform to schools, charities and organisations for free in order to increase their users and gather additional feedback to help develop the platform itself.

'We are also currently working on a teacher onboarding protocol. They currently have this system in place within Portugal, and we are working together to be able to use this approach abroad. In addition to this, we are also working together with a human resource platform, a web3 professional network for high potential talent that will help us provide opportunities for young adults to offer their professional services from the comfort of their own homes. Thus creating a sustainable and regenerative ecosystem,' said George Hung CEO/Founder of Coding Africa.

George said they are looking to replicate and expand as soon as possible, first focusing on additional events across Africa.

They also currently have contact with schools in Nigeria, Kenya, Ghana, Zambia, and South Africa.

They are also working with Africa Agility to focus on an African female-orientation of Coding Africa as well as hopes for Coding Asia and beyond in the future.

Coding Africa recently appointed Zandile Matiwaza-Denga as its new Ambassador for its initiatives to empower the youths across the African continent. Zandile Matiwaza-Denga is the Vice President and co founder of the African Grain and Seed (AGS).

Coding Africa aims to provide quality technological education to all children across the African continent. With an evolving world, its mission is to prepare children for the future and to provide job opportunities in technological industries by bringing programmes such as python, Mobile App development and block-chain to better their lives and change the world said Mr Anthony Denga the Founder and President of Africa Grain and Seed and KamPay advisor.





John Tsongo Thavugha (RDC) ; Nord-Kivu : Problématique de gestion foncière, le “coupe-conflit” est enfin arrivé... Pana Radio, septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://panaradio.org/nord-kivu-problematique-de-gestion-fonciere-le-coupe-conflit-est-enfin-arrive/>



13

La RDC dispose désormais d'une loi foncière. Cette loi analytique dont l'esprit est assis sur la reconfiguration valeureuse des chefs coutumiers comme acteurs maîtrisant les enjeux des terres au pays, vise à pallier le problème de la condensation des litiges fonciers présents en 80 % dans les cours et tribunaux.

Le contenu de cette loi a été vulgarisé à Goma (Nord-Kivu) du mercredi 21 au Jeudi 22 Septembre 2022, lors d'un «< atelier d'information et de projection sur la décentralisation du processus de réforme au Nord-Kivu >>».

Ledit atelier organisé par l'université chrétienne Bilingue du Congo (UCBC nldr), et soutenu par l'organisation allemande “Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit” (GIZ nldr), a connu la participation des différents chefs coutumiers, des députés provinciaux, des professeurs d'universités, des cadres de la société civile, ainsi que des organisations œuvrant dans le secteur foncier.



Étaient aussi de la partie, les représentants des provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika.

Qu'apporte de nouveauté, la récente loi sur le foncier ?

<< La loi de 1973 avait essentiellement des vides juridiques axés sur des cas de sécurisation des terres des communautés locales. Et donc, cette réforme a essayé de répondre à ces vides, et proposer du contenu en ce qui concerne la sécurisation des terres des communautés locales...>> A expliqué à la presse, Monsieur Serges VUTEGHA, de l'UCBC.

Dans la nouvelle loi, a-t-il poursuivi, << figure la reconnaissance du droit foncier coutumier comme étant un droit foncier auquel il faudra recourir dans le règlement des différends liés à la terre...>>.

Nouvelle loi foncière, des chefs coutumiers entêtés ?

<< La nouvelle loi foncière ne vient pas donner une grande compétence aux autorités coutumières... Elle vient plutôt mettre des garde-fous et des mécanismes d'organisation de la gestion foncière au niveau coutumier...>>, A encore une fois éclairé Serges VUTEGHA. Cette réforme contenue dans la nouvelle loi, << vient donc apporter des outils et une réglementation du secteur...>>, A-t-il renchéri.

Le débat engagé lors de cet atelier a tout de même permis aux participants dans leur diversité, de donner des avis divers au sujet de ladite loi, et ce qui serait à y ajouter pour la rendre encore beaucoup plus consistante.

Après des fructueux échanges dans ce sens, un communiqué final sanctionnant les travaux des deux jours, a été lu par un des participants choisis pour la circonstance.

Parmi les éléments essentiels de ce communiqué, il a été noté la nécessité d'accorder une attention particulière à la réglementation et le redressement sincères du pouvoir coutumier. Car, les chefs coutumiers sont également pour la plupart, cités dans le désordre observé au pays et dont les conflits fonciers en assurent une éminence.

Il faut autant dire, que la nouvelle loi, a aussi besoin d'une justice intègre, équitable et non complaisante, pour faire des nouvelles réformes foncières, une véritable panacée face à la pérenne crise née et alimentée depuis des années par la magouille foncière.





John Tsongo Thavugha (RDC) ; Nord-Kivu : l'expertise des Gomatraciens dans le numérique, convainc le continent Africain... Pana Radio, septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://panaradio.org/nord-kivu-lexpertise-des-gomatraciens-dans-le-numerique-convainc-le-continent-africain/>



15

<< Le cadastre du Nord-Kivu est l'un des meilleurs en RDC, en termes de qualité des données et qualité de traitement de l'information...>>. Cette conviction est du coordonnateur provincial du service numérique des données cadastrales, au Nord-Kivu, Monsieur Serges VUTEGHA.

Il l'a fait ressortir ce vendredi 16 septembre 2022, à l'occasion de l'inauguration du nouveau bâtiment abritant le service de numérisation des données cadastrales en province du Nord-Kivu.

Par la même occasion, Serges VUTEGHA a indiqué que ce travail mis à la merci du grand monde ce jour, remontait du 13 Avril 2016.

Pour quels avantages et particularités ce service est-il né ?

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
 Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva



Ce service de numérisation vient selon VUTEGHA, Corriger les erreurs urbanistiques depuis longtemps accumulées, appuyer la cartographie des villes et communes, Doter la province d'une stratégie d'intégration numérique dans l'administration publique, et de produire des informations cadastrales géolocalisées.

Tout de même, cette innovation va permettre de moderniser l'administration publique en province. Elle va également rendre possible la digitalisation des données parcellaires, la possibilité permanente de régénérer les informations foncières en cas d'une éventuelle catastrophe susceptible de toucher les patrimoines spatiaux, le contour des erreurs du double octroi parcellaire et la mise en terme du chevauchement des titres fonciers.

Quels sont les acquis de ce service depuis sa création ?

En ville de Goma depuis la création de ce service, près de 80 milles parcelles sont maintenant géolocalisées, grâce à cet exercice de numérisation. 17 milles autres liées par des dossiers archivés. 13 milles en territoire et ville de Beni, 10 Milles en territoire de Rutshuru, près de 2500 en territoire de Masisi, y compris 215 concessions agricoles. 4 des 13 circonscriptions foncières sont déjà outillées et dotées d'un équipement de base. Deux systèmes logiciels sont en cours de finalisation : le premier est un système d'informations financières et le second est système de gestion des archives numérisées.

16

Goma donne des leçons au continent Africain...

Très rare dans le domaine de gestion des données foncières, le service de numérisation des données cadastrales est l'une des initiatives les moins utilisées car méconnues et incomprises.

Mais le Nord-Kivu a déjà une expertise aguerrie. C'est pourquoi, l'expertise de Goma a été mise en contribution pour renforcer plusieurs autres acteurs du monde foncier du continent, à l'occurrence le Cameroun et le Sénégal.

<< Nous sommes contents que ce travail ait attiré l'attention de plusieurs États Africains à l'instar du Cameroun ou du Sénégal qui ont bénéficié de notre expertise pour renforcer les capacités de leurs services à la matière...>>, Se réjouit le coordonnateur du service numérique des données cadastrales, Monsieur Serges VUTEGHA.

Bien plus, le service de digitalisation désormais d'entière application au Nord-Kivu, a su attirer des grands colloques et conférences mondiaux à l'instar de << la conférence mondiale de la fédération internationale des géomètres >>.

À cet effet, Serges VUTEGHA veut voir le président de la RDC concrétiser son vœu de faire de la numérisation de différents services du pays dont le cadastre, << Un levier



incontournable dans l'amélioration de la qualité des services des administrations foncières...>>.

Pour se rassurer qu'il rend du bon service à la communauté, le service de la numérisation des données cadastrales attend établir une collaboration transversale qui puisse inclure les communes, les villes, les territoires, ainsi que d'autres services et partenaires divers actant dans le secteur foncier.

Grâce à la numérisation, le Nord-Kivu peut se féliciter de disposer dès lors, d'un plan cadastral numérisé et géolocalisé qui permettra à chaque entité spatiale d'être bien identifiée et bien gérée en termes d'archivage foncier, sans oublier la réduction des litiges fonciers au Nord-Kivu.



John Tsongo Thavugha (RDC) ; Nord-Kivu : Mise en place du plan d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu, GIZ et ABAKIR à l'œuvre ; Pana Radio, septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://panaradio.org/nord-kivu-mise-en-place-du-plan-damenagement-et-de-gestion-du-bassin-hydrographique-du-lac-kivu-giz-et-abakir-a-loeuvre/>





La ville de Goma (Province du Nord-Kivu en RDC), a abrité du Jeudi 25 à ce Vendredi 26 Aout 2022, un atelier sur “la gestion de la biodiversité et des écosystèmes du bassin du Lac-Kivu de la ville de Goma”.

Cet atelier organisé par l’autorité du bassin du lac Kivu et de la Ruzizi (ABAKIR ndlr) partenaire de la Deutsche Gesellschaft fur International Zusammenarbeit, « GIZ », dans la mise en œuvre du projet « d’Appui à la gestion intégrée des eaux transfrontalières du lac Kivu et de la rivière Ruzizi », a réuni une cinquantaine des personnes qui ont réfléchi 48 heures durant, autour de “la gestion de la biodiversité et des écosystèmes du bassin du Lac-Kivu de la ville de Goma”.

Un atelier pour quelle catégorie sociale ?

Parmi les catégories de personnes conviées à cette séance, figuraient les chefs des divisions provinciales de l’environnement, de l’agriculture ; de la pêche ; du transport et voies de communication ; de la santé ; des ressources hydrauliques et électricité ; la force navale ou encore la police lacustre et nombreuses autres parties prenantes actant dans le domaine lacustre.

Un atelier avec un objectif bien cadré !

L’atelier en soi, vise à renforcer les capacités des différentes parties prenantes, sur la nécessité qu’il y a de constituer un noyau d’acteurs capables de veiller efficacement sur la bonne gestion de l’écosystème du Kivu et de la Ruzizi, et le maire de Goma, le commissaire supérieur principale Kabeya MAKOSA François l’a même résumé en une « élaboration des instruments de gestion incluant un plan d’action et un schéma directeurs, d’aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu ».

Pourquoi former les parties prenantes à la gestion du bassin ?

Revenant sur la présentation du projet au nom de la GIZ, le conseiller technique à la matière, Monsieur Manassé LWIMO (GIZ Nexus WEF/Kivu Project), a dévoilé l’objectif global du projet qui est entre autre : « l’Amélioration de la gestion hydraulique opérationnelle du bassin du Kivu ».

C’est au cours de cette étape qu’il a révélé que l’approche « renforcement des capacités des parties prenantes à la gestion du bassin » était l’une des actions que prévoyait le projet.

3 ans d’exécution du projet... Pour quel impact ?

Quant à ce point, Manassé est revenu sur les acquis du projet, évoquant notamment l’étude de base à rapport avec la gestion de base du Lac-Kivu, la mise sur pied, du plan d’action stratégique sur le bassin, et le renforcement des capacités des parties prenantes à la gestion du bassin à Goma, Bukavu, Minova, Nyabibwe et Bweremana, coté RDC, et Rubavu coté





Rwanda, et enfin, la mise en œuvre des projets de gestion rationnelle des déchets qui contribuent pour beaucoup, à la pollution de l'écosystème lacustre du Kivu.

Secteurs clés du projet

Manassé LWIMO a fait savoir que ce projet exécuté par l'ABAKIR, intervient dans l'amélioration de l'accès à l'eau ; l'exploitation et le développement de l'hydro-électricité ; et l'agriculture qui inclue l'agriculture au vrai sens et la lutte contre les érosions sur les bassins versants du lac Kivu.

Partenariat GIZ-ABAKIR, une affaire de la mairie de Goma ?

Dans son allocution prononcée jeudi à l'occasion de l'ouverture de l'atelier, le Maire de Goma, le Commissaire supérieur Principal Kabeya MAKOSA François, a fait sien le projet, en allant jusqu'à appeler sa population à plus de responsabilités dans la gestion des eaux du Lac-Kivu, qu'il qualifie d'unique ressource hydrique dont elle dispose.

C'est d'ailleurs ainsi, qu'il a demandé à tout citoyen de Goma de s'abstenir de jeter dans les eaux du Lac-Kivu, tout ce qui le rendrait insalubre, allusion faite aux déchets de tout genre, y compris plastiques et tranches de fer.

Pour autant, l'autorité urbaine a émis le vœu de voir les participants à cet atelier "élaborer des instruments de gestion incluant un plan d'action et un schéma directeur, d'aménagement et de gestion du bassin hydrographique du lac Kivu."

Il a enfin signifié que la bonne sauvegarde du bassin du Lac-Kivu qui constitue par-dessus tout, une eau transfrontalière, « vise l'échange des informations et des données ; la gestion intégrée et durable des eaux transfrontalières; la mise en œuvre des programmes et projets communs et du soutien multilatéral de la gestion des eaux;... » Tel que le veut d'ailleurs, la loi numéro 15/026, portant sur la gestion de l'eau, du 31 Décembre 2015.

GIZ partie, ABAKIR prend la relève ?

Amorcé l'an 2019, le projet « d'Appui à la gestion intégrée des eaux transfrontalières du lac Kivu et de la rivière Ruzizi », prend fin en Octobre 2022. Et pour assurer sa continuité, le coordonnateur adjoint chargé de programme au sein de l'ABAKIR, Monsieur Charles HAKIZIMANA croit savoir que plusieurs projets visant à transformer les déchets plastiques en pavés, en briques et autres objets divers, seront toujours financés dans le but de faire efficacement face à la pollution plastique des eaux du Lac-Kivu. Tout cela, dans le but de « diminuer la pollution dans le bassin et augmenter la quantité et la qualité de l'eau ». Charles a également fait savoir, que l'ABAKIR, se bat toujours jusqu'ici, pour chercher à obtenir sa ratification par les Etats sous son influence, en l'occurrence la RDC, le Burundi et le Rwanda.



Eric Ojo (Nigeria) ; Experts Brainstorm On Africa's Needs Ahead Of COP27 ; African Examiner, 2 september 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/experts-brainstorm-on-africas-needs-ahead-of-cop27/>



20

Amid growing agitation and clarion call for urgent action to safeguard Africa from climate change, experts and stakeholders in the environment sector converged in Libreville, the Gabonese capital on Monday, to brainstorm on the needs of continent.

The meeting which was convened under the auspices of the 2022 Africa Climate Week, took place as preparations for COP27 holding in Egypt in November this year, gather momentum. It was held under the United Nations Framework Convention on Climate Change.

Africa Climate Week, one of a series of regional climate weeks, gives a voice to a range of actors and partners: civil society, women, local communities and financial institutions.

Notably, this year's edition of the event offers a forum for discussion on how to contribute most effectively to COP27 and achieve the Paris agreement objectives

More than 1200 delegates attended the event, which also provided a crucial platform for the continent to address social inequalities and invest in development to advance climate action and safeguard people and ecosystems.



At the opening ceremony, the President of Gabon, Ali Bongo Ondimba highlighted his country's efforts to boost climate action and called for continuous collective efforts.

“For more than ten years, we have intensified our efforts to protect our remarkable forestry heritage and build a low-carbon economy”, he said.

Consequently, according to the president, Gabon, which has already achieved the objectives set by the Paris Agreement, is considered the most carbon-positive country in the world.

Similarly, the Secretary-General of the Commonwealth of Nations, Patricia Janet Scotland said: “If we choose, we can be the solution we need, Africa can be the answer. And this is our time. We are the first generation to suffer the consequences of climate change but we are the last generation able to do anything about it”.

African governments and all other African voices, be they civil society, youth, women's groups, farmers, workers, academia and the thriving African private sector, should all continue to call for climate justice”, he added.

Also in his remarks, the African Union (AU) Commissioner for Rural Economy and Agriculture, Josefa Sacko urged African countries to maintain a common stance as the continent tackles the impacts of climate change to achieve its long-term goals.

21

The opening session featured a ministerial dialogue on the challenges of mobilizing and accessing climate finance at scale to spur the implementation of countries' Nationally Determined Contributions (NDCs) and priority national climate plans and strategies.

A representative of the youth at the event, Omnia El Omrani said that commitments to climate action in Africa needed accelerating. “It's time for real action. Let this generation be the last generation to face the climate crisis”, he stressed.

In his contribution, the African Development Bank Group Vice President for Power, Energy, Climate & Green Growth, Kevin Kariuki expressed this organisation's commitment to promoting a just transition and greening the economy/

“For us, a just transition is all about greening the economy in such a way that it is fair and inclusive, and that ensures the costs and benefits of the transition to low carbon and climate-resilient development are shared across the entire economy”, he further explained.

The Bank's 2022 Africa Economic Outlook report projects that Africa will need as much as \$1.6 trillion between 2020-2030 to implement its climate action commitments and NDCs.

Meanwhile, the bank group has committed to mobilizing \$25 billion for climate finance by 2025; more than 50 percent of that funding will be allocated to adaptation projects.



Conjoncture ECONOMIQUE

Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; A Libreville, la Semaine africaine du climat 2022 suscite un élan régional important pour l'action climatique avant la COP 27 ; Conjoncture économique, 3 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.conjonctureseconomiques.net/2022/09/02/a-libreville-la-semaine-africaine-du-climat-2022-suscite-un-elan-regional-important-pour-laction-climatique-avant-la-cop-27/>

La Semaine africaine du climat de cette année, qui s'est tenue du 29 août au 2 septembre 2022 à Libreville, au Gabon, s'est achevée après avoir contribué à créer un élan régional important dans la lutte contre les changements climatiques avant la COP 27, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques en novembre.



C'est une Semaine africaine du climat 2022 bien remplie que vient d'abriter la capitale gabonaise, Libreville. Au propre comme au figuré, l'évènement a connu succès notoire. Coté



participation, Libreville a rassemblé du beau monde. L'on fait état de plus de 2 300 participants en présentiel, issus de gouvernements, d'organisations multilatérales, du secteur privé et de la société civile en personne, et beaucoup d'autres ont rejoint virtuellement les plus de 200 sessions individuelles.

Dans ce cadre, la session d'ouverture a donné lieu à un dialogue ministériel sur les défis de la mobilisation et de l'accès au financement climatique à grande échelle pour stimuler la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) des pays et des plans et stratégies climatiques nationaux prioritaires.

Au terme de la rencontre, le ministre gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement, Pr. Lee White a présenté une lettre à la présidence de la COP 27. Cette lettre met un coup de projecteur sur le besoin de collaboration régionale, d'innovation et de soutien à l'action climatique. Et elle appelle le président de la COP à partager les résultats de la Semaine africaine du climat 2022, avec le monde entier pour guider la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Il donne également son sentiment au terme de cette rencontre. « Ici à Libreville, nous avons vraiment vu le puissant potentiel de la collaboration régionale pour créer des réponses crédibles et durables au changement climatique. Alors que nous nous dirigeons vers la COP27 à Charm el-Cheikh, en Égypte, dans quelques semaines seulement, la collaboration régionale doit être plus forte que jamais. La COP 27 doit être la COP de mise en œuvre, où nous montrons comment l'Accord de Paris sera réalisé par le biais de politiques et de programmes, par l'innovation et la transformation », a-t-il indiqué.

Le ministre égyptien des affaires étrangères et président désigné de la COP27, Sameh Shoukry, a quant à lui souligné que : « Les discussions de la Semaine africaine du climat ont réaffirmé la nécessité d'accélérer encore l'action climatique sur tous les fronts, à savoir l'adaptation, les pertes et dommages, le financement du climat, et l'adoption de mesures d'atténuation plus ambitieuses pour que l'objectif de 1,5 degré reste à portée de main. Les réalités géopolitiques et la crise énergétique auxquelles le monde est confronté ont ouvert la porte à un retour en arrière sur les engagements climatiques et nous devons tout faire pour que cela ne se produise pas. La COP 27 à Charm el-Cheikh s'efforcera de poursuivre le dialogue vital nécessaire pour passer de l'ambition à l'action. Nous travaillerons avec toutes les parties pour assurer une mise en œuvre qui permettra une transition juste et gérée vers un nouveau modèle économique durable afin de sauver des vies et des moyens de subsistance ».

Pour le secrétaire exécutif adjoint d'ONU Climat, Ovais Sarmad, « La science nous dit que si nous continuons comme si de rien n'était, la température moyenne mondiale augmentera en moyenne de plus de 3 degrés Celsius d'ici la fin du siècle. La COP 26 à Glasgow a permis de réaliser les progrès les plus importants depuis l'Accord de Paris. Les





gouvernements se sont quittés avec la clarté nécessaire pour atteindre l'objectif de 1,5 degré ».

Et d'ajouter, « Maintenant, notre travail collectif passe à une nouvelle phase : la mise en œuvre de l'Accord de Paris au niveau national. La mise en œuvre doit être au centre de nos préoccupations alors que nous franchissons des étapes sur la route de la COP 27, ici en Afrique. La COP27 doit être la COP de la mise en œuvre – où les nations montrent comment elles vont mettre en œuvre l'Accord de Paris dans leurs pays par le biais de la législation, des politiques et des programmes ».

À propos des Semaines climatiques régionales

L'ACW 2022 fait partie de la série des Semaines régionales sur le climat 2022, qui ont été fortement soutenues dans le Pacte climatique de Glasgow adopté l'année dernière lors de la COP 26, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, en novembre dernier, qui a reconnu les Semaines du climat comme une plateforme pour une action climatique crédible et durable.



Conjoncture ECONOMIQUE

Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; Gabon : Le Fonds gabonais d'investissement stratégique devient l'entité habilitée à échanger des crédits carbonés ; Conjoncture économique, 3 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.conjonctureseconomiques.net/2022/09/03/gabon-le-fonds-gabonais-dinvestisment-strategique-devient-lentite-habilitee-a-echanger-des-credits-carbones/>



Cost about CO2 reduction - concept image with CO2 text against woodland and calculator.

A côté de sa principale mission qui celle de gestionnaire exclusif du Fonds souverain de la République gabonaise et des participations non-attribuées du portefeuille de l'État gabonais, le Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS) vient de se voir confier une nouvelle mission. Il constitue désormais l'entité habilitée à échanger des crédits carbonés à l'intérieur et à l'extérieur du Gabon.

L'annonce a été faite par le ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres, Pr Lee White, le 02 septembre dernier, à la faveur de la cérémonie de clôture de la Semaine africaine du climat.

Pour le membre du gouvernement gabonais, cette disposition vient ainsi renforcer la volonté du gouvernement d'apporter des solutions à l'action climatique, qui sera au cœur des négociations lors de la COP27. Un événement attendu durant lequel, les résultats de la Semaine africaine du climat 2022 seront partagées, afin de souligner l'importance de la collaboration régionale et de guider la mise en œuvre de l'Accord de Paris.



Faut-il le rappeler, un crédit carbone est une unité correspondant à une tonne de CO2 évitée ou séquestrée. Il récompense son détenteur pour la réduction de ses émissions et lui permet d'émettre davantage de gaz à effet de serre. Les crédits carbones sont généralement attribués aux États ou aux entreprises qui participent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Selon la CEA, les crédits carbone offrent aux pays africains une opportunité de se protéger contre le changement climatique tout en levant des financements indispensables pour la transition vers les énergies renouvelables. En vendant des crédits carbone, les pays africains peuvent également lutter contre le changement climatique en protégeant leurs forêts qui absorbent et stockent une quantité mesurée de carbone.

Un marché de plusieurs milliards de dollars par an

Selon les experts, grâce à l'élimination du carbone d'origine naturelle, l'Afrique peut générer entre 15 et 82 milliards dollars par an, selon le prix du carbone. Par exemple, à 50 dollars la tonne, le potentiel de revenus serait de 15 milliards dollars. Dans ce cadre, Jean-Paul Adam, directeur de la technologie, du changement climatique et Division de la gestion des ressources naturelles à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) affirme que le prix moyen du crédit carbone en Afrique est actuellement d'environ 10 dollars la tonne, ce qui pourrait être augmenté avec la création de registres à haute intégrité.

26

Quid du Fonds gabonais d'investissement stratégique ?

S'agissant du Fonds gabonais d'investissement stratégique, il a été institué en 2012, est une société de gestion du Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG)⁰. Il a pour mission, d'investir pour la concrétisation d'une prospérité partagée au Gabon.

L'institution agit en fonds de développement dédié au financement de la mise en œuvre des priorités gouvernementales au profit de la population et des générations futures. Quant à son action, elle s'aligne avec les orientations stratégiques du pays définies dans le Plan d'accélération de la transformation, présenté en 2021 dans une logique de transformation structurelle de l'économie.

En tant que gestionnaire exclusif du Fonds Souverain de la République Gabonaise et des participations non-attribuées du portefeuille de l'État gabonais, le FGIS mobilise les ressources de l'État issues de son portefeuille et de l'exploitation pétrolière au profit des infrastructures, du tissu économique et des secteurs sociaux gabonais.

Le FGIS investit également pour la concrétisation de la prospérité partagée, au profit de la population gabonaise et des générations futures.





Il défend quatre valeurs. La première porte sur la durabilité. Dans ce cadre, ses investissements s'inscrivent dans une démarche long-terme pour favoriser l'amélioration des conditions de vie de la population gabonaise et des générations futures. L'intégrité constitue sa deuxième valeur. Pour ce faire, le FGIS gère ses actifs de manière responsable, saine et transparente afin de garantir la meilleure performance financière de son portefeuille.

La troisième valeur du FGIS porte sur son engagement. En effet, son action est destinée à soutenir la politique gouvernementale pour favoriser la transformation de l'économie nationale au profit des Gabonaises et des Gabonais. Tandis que l'excellence est la dernière valeur du FGIS. Ainsi avec ses filiales, elles attirent les meilleurs talents pour réaliser leur mission au service des Gabonais. Ses équipes sont motivées par des critères de performance répondant aux besoins de développement économique, social et environnemental du pays.



Conjoncture ECONOMIQUE

Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; L'Afrique est prête pour la COP27 (Pr. Lee White) ; Conjoncture économique, 3 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.conjonctureseconomiques.net/2022/09/03/lafrique-est-prete-pour-la-cop27-pr-lee-white/>

C'est avec ces mots pleins de vigueur, de détermination et même d'engagement que le Pr. Lee White, ministre gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres a mis un terme, à la Semaine africaine du climat 2022.



Pr. Lee White, ministre gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres.

Tenue du 29 août au 02 septembre 2022, la Semaine africaine du climat 2022 a revigoré le continent dans son engagement contre le réchauffement climatique. Cet enthousiasme qui a été palpable tout au long de cette grand-messe climatique, s'est ressentie dans le discours



de clôture du Pr. Lee White, ministre gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres.

Une grande victoire pour la diplomatie gabonaise

Evidemment, le Pr. Lee White n'a pas caché son sentiment de satisfaction au terme de cette rencontre. « Après la Semaine africaine du climat 2022, je peux affirmer avec confiance que nous sommes prêts ! Nous devons maintenant accélérer l'action à l'approche de la COP27, en Égypte en novembre prochain », a-t-il déclaré.

Des propos qui sonnent donc comme une grande victoire pour la diplomatie gabonaise. Cela, pour avoir mobiliser tant de sommités mondiales en la matière et surtout, d'avoir réussi à faire converger les esprits et les idées vers l'essentiel.

Pourquoi ne pas le saluer, dans un continent où la convergence de vue reste la chose, la moins partagée. En effet, sous le leadership et la vision du président de la République, Ali Bongo, Libreville, devenue durant ces cinq jours, la « capitale africaine du climat », a bel et bien tenu son pari. Celui d'amener le continent à faire front uni pour une cause commune. Dans le but de jouer serré lors de la prochaine COP

Lors de cette Semaine africaine du climat, les participants ont démontré et matérialisé leur grande capacité de collaboration régionale, à créer une réponse crédible et durable au changement climatique. Une capacité officiellement déjà reconnue lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue l'année dernière à Glasgow.

Une nécessité est plus forte que jamais

À l'approche de la COP27 qui se tiendra à Charm El Sheikh, en Égypte, dans quelques semaines, « cette nécessité est plus forte que jamais », a indiqué le Pr. Lee White. Selon lui, « La COP27 doit être la COP de la mise en œuvre, où nous montrons comment l'Accord de Paris sera réalisé par le biais de politiques et de programmes, par l'innovation et la transformation ».

Autre détail et non des moindres, lors de la Semaine africaine du climat 2022, l'Afrique a affiché le besoin de cette plateforme de collaboration pour tracer sa propre voie, vers un avenir défini par de faibles émissions et une forte résilience aux impacts climatiques déjà observés. A l'occasion, « les experts ont pu partager des expériences et explorer des approches nouvelles et innovantes pour relever le défi climatique. Preuve indéniable que « des parties prenantes engagées et dynamisées, travaillant ensemble dans un but commun, peuvent permettre de surmonter ces défis et de saisir les opportunités ouvertes ».

De belles perspectives





Pour le Pr. Lee White, la Semaine africaine du climat 2022 a tenu toutes ses promesses dégageant ainsi une bonne dose d'optimisme. « Après la Semaine africaine du climat 2022, je peux affirmer avec confiance que nous sommes prêts ! Nous devons maintenant accélérer l'action à l'approche de la COP27, en Égypte en novembre prochain », a-t-il lancé.

Pour le membre du gouvernement gabonais, « La COP27 rendra la voie à suivre plus claire. Nous verrons sans doute davantage d'engagements et des contributions plus substantielles. Nous pourrions même voir un plus grand soutien pour que toutes les nations agissent ensemble. Aussi, nous devons être prêts ! C'est maintenant à nous de parcourir ensemble ce chemin vers la COP27 ».

La présence de l'Afrique à la COP27 doit s'accompagner de certain nombre d'arguments à faire valoir. « Nous devons arriver avec plus d'actions à annoncer et plus d'ambition que jamais. Nous devons arriver à Charm El Cheikh prêts à transformer le soutien en solutions », a déclaré le Pr. Lee white.

Qui conclut clairement son message en indiquant que « Nous allons amener la Semaine africaine du climat à la COP27 ». Non sans présenter la note nécessitant la collaboration, l'innovation et le soutien à un représentant de la présidence de la COP27. Cette note appelle également le président de la COP 27, à partager les conclusions de la Semaine africaine du climat avec le monde entier pour guider l'implantation. Au demeurant, le ministre Lee White lance un appel à faire de la COP27, la COP de la mise en œuvre de ces différentes recommandations. Car, « Ensemble, nous pouvons élever l'Afrique dans l'élaboration des solutions ! », conclut-il.

30





Eric Ojo (Nigeria) ; Climate Change Could Wipe Out 15 Percent Of Africa's GDP By 2030, EIB President Warns ; African Examiner, 6 september 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/climate-change-could-wipe-out-15-percent-of-africas-gdp-by-2030-eib-president-warns/>

President of the European Investment Bank (EIB), Werner Hoyer has warned that climate change could wipe out 15 percent of Africa's Gross Domestic Product (GDP) by 2030, which would mean an additional 100 million people in extreme poverty by the end of the decade.

Hoyer made the observation while addressing the Africa Adaptation Summit in Rotterdam on Monday. The event which was organized by the Global Center on Adaptation (GCA), is the first-ever global summit to focus solely on accelerating climate adaptation in Africa.

The summit brought together leaders from government, the United Nations, and business for the first-ever global summit to focus solely on accelerating climate adaptation in Africa.

He said the scenario playing out in Africa is particularly unfair considering that the continent has contributed only marginally to climate change. He also noted that the EIB has been a strong partner of African countries for more than 55 years.

“Through our new development arm EIB Global we are strengthening our presence in Africa and are mobilising private capital at scale for innovative green technologies, such as green hydrogen. We will use this experience to build new partnerships to unlock private finance for adaptation projects, including under the Africa Adaptation Acceleration Programme”, he said.

In September 2021, the EIB and GCA agreed a partnership to mobilise action in regions of the world that are particularly vulnerable to the impacts of climate change, such as the African continent, where the EIB and GCA collaborate on the Africa Adaptation Acceleration Program (AAP), an initiative developed by the African Development Bank (AfDB) and GCA to scale up adaptation action in Africa by mobilising \$25 billion.

The EIB and GCA are working closely with the African Development Bank (AfDB) and other multilateral development banks, as well as international financial institutions, with the goal of providing financing for projects that fall under the AAP's pillars. These include





infrastructure resilience, youth empowerment through jobs and entrepreneurship and climate-smart digital technologies for agriculture and food security.

President Hoyer opened the leader's roundtable of the conference to present the investment challenges to increase adaptation finance in Africa and outlined how the EIB can support adaptation projects.

Over the last five years the EIB has provided €18 billions for public and private investment across Africa. This, according to him, includes working with African and international partners to strengthen drinking water and wastewater treatment in cities throughout the continent including Bamako, Cairo, Dakar, Kigali, Niamey, Ouagadougou and Tunis, enabling smallholder farmers to adapt agriculture to a changing climate and strengthen measures to reduce land degradation.

The EIB Climate Adaptation Plan supports the objectives of the EU Adaptation Strategy inside and outside the European Union. The EIB has pledged to triple its global climate adaptation finance by 2025.

The EIB screens all projects it finances for the risks of climate change and ensure they are adapted to future changes. In the European Union, a new advisory service called ADAPT will help public and private sector clients understand how climate change affects their operations.

He further explained that outside the European Union (EU), the EIB will increase support for climate-smart digital technologies for agriculture, climate-resilient infrastructure, cities and entrepreneurship to accelerate innovation in adaptation.

"The EIB will increase the share of financing it can provide for projects that are primarily motivated by adaptation to 75 percent of the project cost globally and to 100 percent in the least developed countries and small island developing states", he added.

Hoyer observed that this is not the time to neglect challenges as there is a sharp rise in energy and food prices globally, adding that the impact of climate change just make things worse.

"So...it is not the time for financial institutions to neglect or dodge responsibilities. To that end, the EIB has come forward with a promise of significant focus for support to adaptation, including of course in Africa, as part of the EU's commitment for a strong partnership between the two continents.

"As the EU's Climate and Development Bank we must have adaptation in mind in everything we do. This is why the EIB is now implementing the Adaptation Plan that we announced in





Glasgow last year, through which we are promoting faster and more systemic adaptation worldwide, in line with the new EU Adaptation Strategy”, he further disclosed.

He also acknowledged that pervasive market failures are holding back investment in adaptation, noting that this is why, at the EIB they are committed to a three-fold increase in adaptation finance over the next few years.

“To scale up adaptation finance, particularly in Africa, we are ready to take on more risk. Earlier this year we launched EIB Global, a new specialised branch of the EIB dedicated to development finance. This will increase the EU’s value proposition in adaptation investment: more people and expertise on the ground, more tailored financial solutions and a strong Team Europe approach.

“In Africa we stand shoulder to shoulder with the AAAP and we are exploring ways of potentially making our Advisory Platform in Europe “ADAPT” available to clients in Africa and globally as well.

“You can count on the EIB Group. We greatly appreciate the work of our partners at the GCA to better understand and alleviate the barriers to adaptation finance and I hope the Summit today will help prepare the way for increasing not just the volume of adaptation finance, but also the right kind of financing with the right level of impact”, he stressed.



Eric Ojo (Nigeria) ; Okonjo-Iweala Seeks Trade Policy Integration Into Global Climate Action ; African Examiner, 8 september 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/okonjo-iweala-seeks-trade-policy-integration-into-global-climate-action/>



34

Director General of World Trade Organization (WTO), Dr. Ngozi Okonjo-Iweala has harped on the need for trade policy to be integrated into global climate action.

Dr. Okonjo-Iweala made the observation while speaking on Monday at the High Level Africa Adaptation Summit in Rotterdam, Netherlands, to highlight the urgency of climate adaptation funding for the continent.

The summit was jointly convened by Global Center on Adaptation (GCA), together with the African Union (AU), African Development Bank (AfDB), International Monetary Fund (IMF), Africa Adaptation Initiative, and the Climate Vulnerable Forum.

The meeting aims at laying the foundation for an adaptation breakthrough for Africa at COP27, holding in Sharm El-Sheikh, Egypt. It brought together global leaders from across governments, international organizations, multilateral development banks, the private sector, mayors, civil society, youth leaders, and other stakeholders to raise the ambition on adaptation action for the continent.





The summit also created an opportunity to catalyze new coalitions of partners and initiatives to accelerate action on the ground across Africa, keeping up the momentum and elevating ambition on adaptation ahead of COP27.

She said trade policies should be integrated into global climate action as an amplifying force for financing and other climate-related support provided to vulnerable economies. She also lent her voice to the clarion call for additional resources for Africa adaptation funding

African and other global leaders unanimously agreed at the summit that the continent is at a tipping point for climate adaptation.

Former Secretary General of United Nation (UN), Ban Ki-moon and Co-Chair of GCA said: “The world has a fever. It burns hotter and higher with every day that passes... Statistics tell us that Africa is where the fever is at its most intense and people at the most vulnerable”.

Similarly, the Chief Executive Officer (CEO) of GCA, Patrick Verkooijen stressed that the disastrous impacts of climate change in every part of the world. He said

it is in Africa, however, that climate shocks will hit the hardest, adding that Africa was however, resolute about its economic advancement and would not stop.

“Adaptation in Africa is like climbing a mountain. With all of you here today, we have the dream team that will climb the mountain together. The next summit after today is Sharm El-Sheikh, the Africa COP. But success in Egypt will hinge on whether Africa’s needs are met or not.

“Africa has the commitment and the plan. That plan is the Africa Adaptation Acceleration Program (AAA-P). It is Africa-developed and Africa-owned. It was launched by Africa’s leaders, who are here today. It is the vehicle for delivering the Africa Adaptation Initiative”, he added.

GCA Co-Chair and Honorary Chairman of Royal DSM, Feike Sijbesma spoke about the importance of support from the global private sector. He said 80 percent of the funding for adaptation needs to come from the private sector in both the developed north and the developing south.

He further explained that investments in global climate adaptation cooperation are a big opportunity for countries like the Netherlands to share some of our best innovations with those who need them the most.

“The Africa Adaptation Acceleration Programme (AAP) will be a crucial vehicle for triggering far greater business investment across Africa into green and resilient solutions. This is a collective effort, we need every sector, every contribution possible to see off the





climate crisis in Africa, and the private sector, in particular, has a massive role to play”, he added.

AU Chairperson, President Macky Sall of Senegal, President Nana Akufo-Addo of Ghana, who is Chair of the Climate Vulnerable Forum, and President Felix Tshisekedi of the Democratic Republic of the Congo conveyed a unified message : the international community must deliver on its pledge to double adaptation finance and to scale adaptation action for Africa.

President Sall expressed disappointment at the absence of industrialized country leaders at the summit. The AU Chair said if African leaders could be in Rotterdam in person to discuss such a crucial issue as climate adaptation in Africa, the very least they expected was that their European counterparts, whose countries are among the world’s biggest polluters— would also have been present at the summit.

This sentiment was shared by Presidents Akufo-Addo and Tshisekedi, Faki Mahamat and UN Deputy Secretary General, Amina Mohammed, among others.

Mohammed said: “A bird only flies with two wings, and the representation at this table is lopsided”. She added that it was not Africa’s fault that it is in its current position, given that it contributes very little to global carbon emissions.

She also pondered on what the situation would have been if the roles had been reversed. The UN deputy chief said the COP26 Glasgow pact was at risk of failing if the developed world did not make good on its promises of delivering \$100 billions a year for climate action in developing countries.

In his remarks, the president of AfDB, Dr. Akinwumi Adesina reminded participants that the African continent was warming faster than any other region of the world, as predictions from the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) show that the critical global warming levels will be reached much earlier in Africa.

Dr. Adesina explained that in the face of the deluge, Africa does not have the resources to tackle climate change. He said the continent receives only 3 percent of global climate financing. He observed that if this trend continued, Africa’s climate financing gap could reach between \$100 billions to \$127 billions per year through 2030.

“The current climate financing architecture is not meeting the needs of Africa. New estimates by the African Economic Outlook of the African Development Bank show that Africa will need between 1.3 and 1.6 trillion dollars from 2020 to 2030, or \$118 billions to \$145 billions annually to implement its commitments to the Paris Agreement and its nationally determined contributions.”





The bank chief said the African Adaptation Acceleration Programme's upstream facility at the GCA had already helped to generate \$3 billions of mainstreamed climate adaptation investments by the African Development Bank, from agriculture to energy, transport, water, and sanitation.

He equally spoke of the African Development Bank's African Development Fund (ADF), its concessionary lending arm as one of the ways to address the climate financing gap. He said the 16th replenishment of the fund, currently underway, presented a unique opportunity for full financing of the \$12.5 billion in financing for the AAAP.

He further pointed out that the ADF had introduced a Climate Action Window that would hopefully mobilize \$4 billions to \$13 billions for climate adaptation for the Fund's member countries

"This will be used to support 20 millions farmers with access to climate resilient agricultural technologies, access of 20 millions farmers and pastoralists to weather-indexed crop insurance, reviving 1 million hectares of degraded land, and provision of renewable energy for about 9.5 million people", he stressed.

Dr. Adesina said commitments by developed countries to provide \$100 billions annually in climate finance for developing countries was long overdue.

37

"Africa cannot wait. This is the time to support the Africa Adaptation Acceleration Program. This is the time to support the ADF 16th replenishment. This is the time to support the Climate Action Window of ADF-16", he concluded.

The summit's five-point also communique emphasized that success at COP27 will depend on whether the needs of Africa, the world's most climate-vulnerable continent, are met with finance flowing into such key country-led adaptation programs as the AAAP.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : une société minière chinoise traduite en justice pour meurtre et pollution ; Afrik 21, 9 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cameroun-une-societe-miniере-chinoise-traduite-en-justice-pour-meurtre-et-pollution/>



38

Une affaire pendante au tribunal de Batouri, dans la région de l'Est du Cameroun, implique Mencheng Wang Woping. L'entreprise minière chinoise est accusée par quatre familles, d'être à l'origine de la mort de leur fils à travers le non-respect des mesures environnementales prévues dans le cahier de charge. Selon une étude réalisée par le Centre pour l'environnement et le développement, plus de 200 décès ont été enregistrés dans les mines de l'Est du Cameroun en six ans. Les sociétés minières sont dénoncées, pour non-fermeture des trous miniers après exploitation.

Une audience s'est tenue le 23 août 2022 près les tribunaux d'instance de Batouri dans la région de l'Est au Cameroun, dans l'affaire opposant quatre familles ayant perdu leurs progénitures dans les sites miniers (en mai 2021) contre la société chinoise Mencheng Wang Woping, pour « violation des prescriptions liées au cahier de charges ». Lors de l'ouverture des débats, Kinda, le juge du tribunal de première instance de Batouri a accédé à la demande de l'avocat-conseil des victimes constitué en juillet 2021 par le Centre pour l'environnement et le développement (CED).





Me Dieudonné Tedjisse a sollicité et obtenu un transport judiciaire sur les sites miniers de Kambélé 3 par Batouri afin de constater la matérialité des faits d'excavation des trous non refermés ainsi que la comparution de Lu, la promotrice Mencheng Wang Woping. Cette procédure judiciaire constitue quelque chose d'inédit de la part du CED. « On essaie d'obtenir une victoire sur un petit nombre pour pouvoir déclencher une action plus grande à l'avenir », explique Samuel Nguiffo, secrétaire général du CED.

« Lorsque les entreprises minières font des excavations pour la recherche de l'or, elles sont tenues de refermer pour éviter des éboulements. Or, en l'état, le fait que cette société organise ce que les populations appellent "Sassayé" (entrée irrégulière dans les sites miniers) une fois par semaine entraîne des accidents. Un site minier doit être sécurisé pour éviter la présence de personnes non autorisées », affirme Me Dieudonné Tedjisse, l'avocat des parties civiles. Selon ce dernier, c'est un message fort qui, du point de vue symbolique, est envoyé à tous les expatriés et les locaux, pour que leurs actions ne restent pas impunies.

Du point de vue juridique, le CED estime que les dispositions du Code minier camerounais du 14 décembre 2016 doivent être respectées. « Partout où il y a des activités d'exploitation minière, on a des risques importants pour la survie et la santé des populations et pour l'environnement. Il faut arriver à changer la pratique de l'exploitation minière dans notre pays, de l'exploitation de l'or surtout », explique Samuel Nguiffo.

39

Plus de 200 décès enregistrés dans les mines de l'Est en six ans, selon le CED

Le 31 mai 2021, plusieurs décès ont été enregistrés dans les mines de Kambélé 3, dont ceux de Constantin Barka (34 ans) qui a laissé trois enfants, Wilfried Mekonda Wilfried (28 ans) et Youssouf Tahar (16 ans), expatrié centrafricain et élève au lycée bilingue de Batouri. Selon le CED, 200 décès ont ainsi été comptabilisés dans les mines de la région de l'Est au cours des six dernières années.

Le 27 juillet 2022, le préfet du département de la Kadey, Djadaï Yakouba, a décidé de la fermeture jusqu'à nouvel ordre de toutes les sociétés minières en activité à Kambélé. La décision était motivée par les morts récurrentes de personnes par noyade du fait de la non-fermeture des trous miniers après exploitation, ou par éboulement du fait du non-respect des normes d'exploitation minière et la menace de la dégradation de la route nationale numéro 10.



Mahmoud Bakr (Egypte) ; Conjuring international climate action in countdown to COP27 ; Ahram Online, 9 September 2022.

To access the article : <https://english.ahram.org.eg/News/475594.aspx>

Egypt is intensifying efforts for climate action in the run-up to the UN COP27 Climate Conference, notably at meetings in Indonesia and Chile last week.



Fouad with Kerry

Minister of Environment Yasmine Fouad, the ministerial envoy and coordinator of the UN COP27 Climate Conference to be held in Sharm El-Sheikh in November, participated in the Joint Environment and Climate Ministers' Meeting (JECMM) of the G20 group of countries in Bali, Indonesia, last week, on behalf of the foreign minister, the designated president of the conference.



The participants discussed regional and global environmental and climate-related challenges and their impacts on developing nations and tried to reach consensus on measures to address them.

The meeting was an opportunity to generate momentum towards the implementation of bold and urgent actions to address the interconnected global challenges of climate change, biodiversity attrition, pollution, desertification and land degradation, unsustainable modes of consumption and production, and the transition to clean energy, Fouad said.

Three major topics topped the agenda: the sustainable recovery, enhancing land and marine environmental protection measures, and strengthening cooperation in the mobilisation of resources to accelerate environmental and climate action.

Fouad said that nature-based solutions were discussed because they are fundamental to international efforts to achieve the UN Sustainable Development Goals (SDGs) and to address the major social, economic, and environmental challenges of climate change, biodiversity loss, and land degradation, as well as food and water security, natural disaster response, human health, and ecosystem services.

She underscored how important it is to bear in mind the human dimension of climate and environmental action and, above all, the needs of local communities and vulnerable groups such as women and children.

41

Fouad said that Egypt was fully prepared to host the participants at the COP27, underscoring Egypt's determination to help accelerate the pace of climate action and achieve progress on all negotiating tracks.

Egypt would encourage discussions to reach effective agreements on mechanisms to ensure progress in reaching global climate-adaptation goals, in meeting the new climate-action financing goals, and in compensating for damage caused by climate change by activating the Santiago Network, a network of developing countries, in a fair and effective manner.

Fouad urged the G20 members to fulfil the pledges they made at the 2015 Climate Conference in Paris to commit \$100 billions a year in climate funding to the developing nations.

Much more funding for climate adaptation was needed, she said, and she called on the G20 countries to develop new funding plans to help developing nations with climate-adaptation and mitigation efforts. She reminded the participants that more than 80 per cent of harmful emissions come from the G20 nations themselves.





On the sidelines of the JECMM meeting, Fouad met with John Kerry, the US presidential envoy on climate affairs, to discuss prospects for cooperation between Egypt and the US in the context of Egypt's preparations to host the COP27.

Fouad said that the meeting had dealt with ways to support Egypt through the national investment platform for green projects and climate action, known as the Nexus of Water, Food, and Energy (NWFE).

This is a national programme for carrying out domestically identified projects, most notably one aiming to replace 17 gas-powered power stations with solar or wind-powered ones with capacities of up to 10 Gigawatts (GW).

The European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and several donor agencies are currently studying the project, expected to cost around \$10 billions, part of which would be funded by a grant and the rest by facilitated loans and private-sector investments.

The minister said that the US-Egyptian agreement and funding from the EU and international donors would be announced at the Sharm El-Sheikh conference.

She spoke of how renewable energy projects and agriculture, food, and water complement each other. A project for a solar-powered water desalinisation plant could be an opportunity to encourage private-sector investment in crops capable of adapting to the effects of climate change, for example.

The meeting with Kerry also dealt with the possibility of a US role in supporting the agricultural initiative that Egypt will launch during the conference, as well as its anticipated outputs, especially those pertaining to the climate-mitigation programme that will be the subject of a resolution adopted in Sharm El-Sheikh.

Mitigating the damage resulting from climate change will be high on the conference agenda, and clear results are of the essence.

Kerry welcomed the Egyptian initiatives and preparations for the Conference, affirming his support for Egypt's efforts to make it a success. Egypt is among the nations taking the right path to the green transition that means more green jobs, he said, adding that he hoped the world would unite to take on the global challenges of climate change.

He expressed his interest in Egypt's solar-powered project and the possibility of US assistance and funding for the Egyptian agricultural initiative that will be unveiled at the conference.





The NWFE was designed through close collaboration between the relevant ministries and technical agencies and in conformity with Egypt's National Strategy for Climate Change 2050 and Nationally Determined Contributions Plan 2030.

The result is a package of programmes and projects that will support the linkage between energy, water, and food.

Meanwhile, in a speech via video linkup to the closing session of the Regional Forum for Latin America and the Caribbean on Financing Climate Action and the Energy Transition, Mahmoud Mohieldin, UN Climate Change high-level champion for Egypt, stressed the need to bring climate action policies into harmony with the SDGs.

The event was hosted by Chile and attended by Ambassador Wael Abul-Magd in his capacity as special representative of the Egyptian president for the COP27.

In his speech at the Regional Forum, Mohieldin urged closer adherence to the Paris Climate Agreement and the Sustainable Development Plan for 2030 to make national budgets more conducive to the climate action agenda.

He praised the discussions taking place during the Latin American Forum, which he described as an effective step towards fruitful partnerships in developing and carrying out viable climate action policies and projects that engage the input of many diverse experts.

43

These efforts would help the conference in Sharm El-Sheikh succeed, he said, noting that regional forums in Africa and Asia have proposed 39 promising projects.

On the participation of international financial institutions in funding climate action, Mohieldin stressed the need to focus on funding efficacy and the speed with which it reaches its intended recipients.

He cautioned against a continued reliance on loans as a funding instrument, saying that the history of Latin America and many Third World economies testified to the problems that could arise due to loans, as has also been amply illustrated by the repercussions of the Covid-19 pandemic and the conflict in Ukraine.

He said there were many promising opportunities for investment in climate action, a subject that will be discussed at greater length in the coming weeks during the annual meetings of the International Monetary Fund and World Bank.

The Latin American Forum was convened in the framework of a pioneering initiative to mobilise investments for climate action. It is one of five major regional meetings, the first of which was African and took place at the headquarters of the UN Economic Commission for Africa in Addis Ababa on 2 to 4 August.

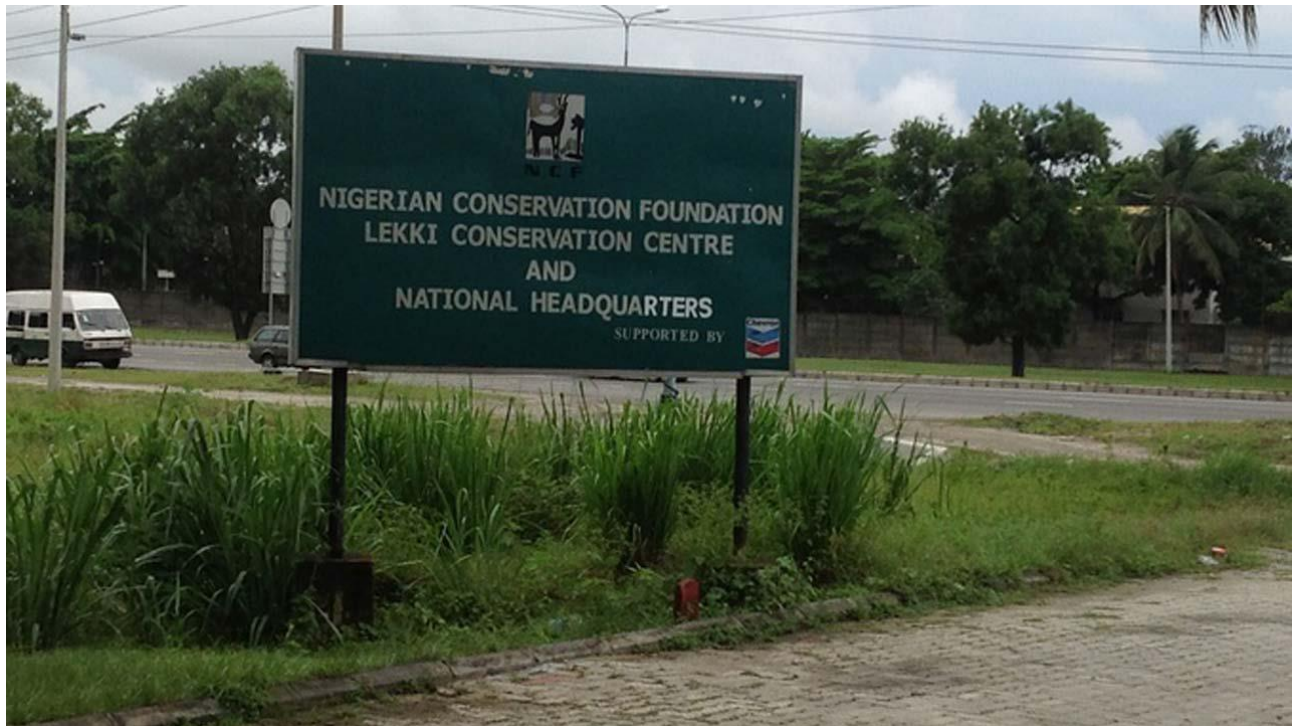


The second forum was held in Bangkok at the headquarters of the UN Economic and Social Commission for the Asia-Pacific region on 25 August. Beirut will host the fourth forum for the Arab countries on 15 September at the headquarters of the UN Economic and Social Commission for West Asia, and the fifth will be held in Geneva in October at the headquarters of the Economic Commission for Europe.



Victor Gbonegun (Nigeria) ; NCF, CBN urge banks, businesses to implement sustainability principles ; The Guardian, 12 September 2022.

To access the article : <https://guardian.ng/property/ncf-cbn-urge-banks-businesses-to-implement-sustainability-principles/>



Nigerian Conservation Foundation (NCF)

To ensure that Nigeria meets its climate change commitment, the Nigerian Conservation Foundation (NCF) and the Central Bank of Nigeria (CBN) have charged banks and other businesses to adopt sustainability principles in their operations.





They observed that while funding remains a challenge to implementing sustainability principles, innovative solution strategies must be deployed to engender a livable environment for the present and future generations.

Although compliance with Nigerian Sustainable Banking Principles (NSBPs) by banks is voluntary, operators are expected to implement it as part of efforts to meet the Nigerian net zero commitment.

Speaking at a two-day workshop on 'Assessment of Environment and Social Principles of the Nigerian Sustainable Banking Principles: Challenges and Opportunities' organised by the NCF and World Wildlife Fund (WWF), NCF Director General, Dr Joseph Onoja, said there was a need to re-examine how NSBPs has fared over the past 10 years, the gaps/challenges and opportunities, as well as how the foundation will be able to provide the needed support in terms of expertise.

He noted that some banks have made progress regarding halting certain projects that would have been environmentally destructive, adding that the environment must be protected despite the fact that companies want to make profits.

According to him, the 'Green Recovery Nigeria' project is a way of establishing some of the objectives of NSBPs.

45

The Special Adviser to CBN Governor, Dr. Aisha Mahmood, pointed out that over a decade of implementation of the principles has led to banks redefining their long-term mission and corporate goals, re-evaluation of bank's portfolio by assessing all direct and indirect environmental and social impacts of financial services provided by banks to clients.

According to her, the principles ensure the retooling of sustainable lending and investment to comply with regulatory expectations, harness significant growth opportunities, foster innovative opportunities in renewable energy and redefinition risks.

She said Apex bank is currently reviewing the NSBPs in line with the various frameworks, principles, guidelines and issues that exist in the country and globally.

On Nigeria's race to net zero emission, Mahmood, explained that the challenge will be funding as the country will need over \$400 billions, mainly to build electricity generation, transmission and distribution infrastructure to reduce dependence on fossil fuels. Gas, she said will play a role in the transition.

The Managing Director/ Chief Executive Officer, Access Bank, Mr. Roosevelt Ogbonna, represented by the Head of Sustainability, Omobolanle Victor-Laniyan, said the banking sector has over the years begun to pay closer attention to environmental and social sustainability in its operations and projects it finances in line with global trends.



He said: “ The principles help to embrace a low carbon economy, reducing wastes, more sensitive to environmental and social challenges and providing innovative solutions to address challenges. All banks in Nigeria now have sustainability functions, dedicated to overseeing the implementation of sustainability in various institutions. There is board oversight in the banks for sustainability implementation. We are in an era of change and sustainability is the right tool to reshape our business strategies and global sustainable development agenda. There is a need for more collaboration, implementation of sustainability initiatives and ranking of the NSBPs at a matured stage by the Sustainable Banking and Finance Network (SBFN).”

Ogbonna, also stressed the need for continuous stakeholder engagement, capacity building, resource allocation and proactive sustainability strategies to achieve the objectives of the NSBPs.



Victor Gbonegun (Nigeria) ; Worries for Nigeria, other developing nations as wildfire rages in Europe ; The Guardian, 12 September 2022.

To access the article : <https://guardian.ng/property/worries-for-nigeria-other-developing-nations-as-wildfire-rages-in-europe/>



Wildfire in Southwestern France PHOTO: AP





- **59,541 hectares of land consumed in eight months**
- **Africa may be vulnerable to wildfire, say experts**

The unabated wildfire and other climate-related risks across Europe and some parts of developing countries are posing existential crises for humans' and businesses' survival.

The environmental disaster is also consuming more of governments' attention and resources, as increasing hot weather conditions, human behaviour and poor handling of fossil fuels contribute to the dangerous wildfire season.

Although, developing nations like Nigeria have not recorded this disaster in great proportion, however, environmentalists are worried about frequent occurrences now or in the future. They warned that global temperatures are expected to get warmer than current levels and severe droughts occur more frequently, and as hotter seasons may be prolonged in many ecosystems.

The year 2021 and 2022 saw record-breaking catastrophic disasters in all corners of the world as about 10,000 people lost their lives, and an estimated \$280 millions was incurred in damages. Extreme fires in Europe destroyed homes and threatened livelihoods in the first half of 2022. Nine countries including Croatia, Czech, France, Germany, Greece, Italy, Portugal, Russia and Spain have been heavily impacted.

47

In North America, Canada and the United States were not spared as California and Arizona witnessed severe bushfires. Also in South America, Argentina recorded one of its largest wildfire disasters.

Africa has also had its share of the incident as blazes killed about 36 people in August, in Algeria. Fires in the mountainous region of Al Taref ravaged around 14,010 acres of vegetation. In Morocco, four provinces of Larache, Ouezzane, Tetouane and Taza, were consumed by a wildfire burning nearly 5,000 acres, and displacing thousands of people, killing one person.

In a recent report, the United Nations Environment Programme (UNEP) and GRID-Arendal, predicted that climate change and land-use change are projected to make wildfires "more frequent and intense," with a global increase of extreme fires of up to 14 per cent by 2030, 30 per cent by the end of 2050 and 50 per cent by the end of the century.

The unabated wildfire and other climate-related risks across Europe and some parts of developing countries are posing existential crises for humans' and businesses' survival.

Findings revealed that in Europe, an estimated 85 per cent of the total burned land area in France, Greece, Italy, Portugal and Spain is due to wildfires, while extreme fires have had significant ecological and socio-economic impacts in British Columbia, China in 1987; in





Portugal in 2003, 2005 and 2017; in Spain in 2006 and 2017; in Greece in 2007 and 2018; in Italy in 2007; in Australia in 2009 and 2020; in the United States in 2013 and 2017; and in Canada and Chile in 2016.

The lead author and Deputy Director, University Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS), Dr. Zita Sebesvari, in a United Nations (UN) risk report released last week Wednesday, said disasters occurring in completely different parts of the world at first appear disconnected from one another, but when analysed in more details, it quickly becomes clear that they are caused by the same things like greenhouse gas emissions or unsustainable consumption.

While Nigeria is faced with environmental disasters like flooding, pollution, landslides, tidal waves, coastal erosion, sandstorms, and dust storms, the majority of wildfires in Nigeria are caused by human activities.

The President, the Nigerian Environmental Society (NES), Dr Dorothy Bassey, said wildfire incidents in Europe are a wake up call for Nigerians and developing nations to change the way they interact with nature and the indiscriminate use of resources.

The wildfires, she said, are a result of an increase in temperature, which scientists have noted for years. However, she explained that because the temperature increase is little, the world did not take it seriously.

“There are no boundaries when it comes to issues of environment and no walls separating Africa from Europe. Eventually, Africa may be vulnerable, although, it is not happening now. We have now seen a compound effect of it, which means every increase from the past adds up as the year rolls by. Still people are not appreciating the fact that non-regard for our activities is dangerous for the environment,” Bassey said.

Bassey said developing nations must limit emissions by reducing the number of vehicles on the road and deploying more environmentally friendly mass transportation, limiting emissions from generators and engines, which contribute to the depletion of the Ozone layer, a protective cover for the earth.

She said: “What is happening in Europe is also happening in developing countries. We have seen floods in Pakistan, which have killed over 1,100 people and displaced millions. That is really devastating because no one prepares for it. People need to feel concerned because many of these incidents don’t give warnings.

Associate Research Professor, Climate Change Studies and Environmental Education, Lagos State University, (LASU), Ahovi Michael, explained that wildfires across parts of Europe signal the effect of climate, adding that this will continue to evolve time after time.





Michael, who works at the University's Centre for Environmental Studies and Sustainable Development (CESSED) said: "The impact of climate change varies from place to place and what we are seeing in Europe is the lot for that region as regards climate change. Higher temperatures fuel wild winds and is basically stimulating the spread of the fire. The high temperature causes the vegetation to be very dry and flammable. At another instance, a flint dropped along such a path, like the cap of a cigarette stuffed could eventually cause the wildfire."

He said the risks, that the development poses across the world include loss of properties, human injuries, loss of wildlife, air pollution, respiratory challenges, loss of soil humus and loss of vegetation, especially rare flora.

An environmentalist, Prof. Francis Arimoro, pointed out that when the weather becomes so hot as a result of climate change, it results in wildfire naturally caused by lightning and volcanic incidents.

The Dean of Life Sciences, Animal and Environmental Biology, Federal University of Technology, Minna, Arimoro, said: "We need to re-examine our activities and stop what could increase the extreme climate conditions."

"Our level of anthropogenic activities must be reduced to the barest minimum, like burning of fossil fuel and others. If it were reduced, the impact on the environment would be drastically reduced."

"There was a climate change conference in Denmark recently and how countries could stand out, prepare and begin to ameliorate the extreme weather conditions were discussed. When temperatures increase above normal, the water body gets heated up, ice begins to melt and you have flooding."

Arimoro said it behoves the government and citizens to be proactive, and act before Nigeria records the unforeseen circumstances. The government, he said, should put in place emergency units in ministries, while officials must be proactive and be able to give timely predictions/information for wildfire outbreaks or other disasters.

Basseyy also corroborated Arimoro by advocating development of contingency plans and activation of such plans by indicating roles for critical stakeholders and testing the preparedness of each key player in the plan.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Congo : création des premières aires marines protégées à Loango et à Mvassa ; Afrik 21, 13 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/congo-creation-des-premieres-aires-marines-protegees-a-loango-et-a-mvassa/>



50

Le gouvernement de la République du Congo vient d'officialiser la création des trois premières aires marines protégées (AMP) du pays. Il s'agit des AMP des baies de Loango et de Mvassa, respectivement à Loango et à Pointe-Noire et l'extension de la partie maritime du parc national de Conkouati-Douli dans le département du Kouilou. La création de ces aires protégées vise à protéger la biodiversité, garantir la productivité des eaux territoriales et défendre les intérêts des communautés locales.

La baie de Loango, située à 20 km au nord de la ville de Pointe-Noire au sud-est de la République du Congo, fait partie des trois premières aires marines protégées (AMP) de ce pays d'Afrique centrale. Rebaptisée « Réserve marine communautaire de la baie de Loango », elle s'étend sur une superficie de 50 020 hectares, soit 500,2 km² dont 458,80 km² de partie marine. La baie de Loango abrite une zone rocheuse d'importance, reconnue pour être une zone d'alimentation stratégique pour les tortues marines. L'aire protégée revêt également une importance internationale, régionale et nationale, en concentrant des enjeux socio-économiques, notamment en matière de pêche artisanale.





La création de cette AMP intervient au même moment que celles du site de Mvassa à 30 min au sud de Pointe Noire ainsi que l'extension de la partie marine du Parc national de Conkouati-Douli, dans le littoral congolais. D'après la Commission congolaise de classement aires protégées, réunie en session du 29 au 31 août 2022, ces trois AMP permettront de protéger les ressources marines et les moyens de subsistance des communautés côtières, sur environ 4330 km², soit 12,01% de la Zone économique exclusive (ZEE) du Congo.

Un projet de conservation soutenu par le FEM

Le classement des sites des baies de Loango et de Mvassa en aires marines protégées marque la première phase d'un projet appuyé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à travers le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'association Renatura Congo et la Wildlife Conservation Society (WCS).

La deuxième phase de ce projet de conservation, dite d'opérationnalisation, prévoit l'achèvement des composantes partiellement exécutées lors de la première phase, la matérialisation des aires marines protégées avec l'implantation des infrastructures de base et la mise en place des organes de pilotage et de gestion des trois AMP.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : la crise climatique provoque la perte annuelle de 15% du PIB par habitant ; Afrik 21, 14 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-la-crise-climatique-provoque-la-perte-annuelle-de-15-du-pib-par-habitant/>



52

L'Afrique perd entre 5 et 15 % de croissance de son PIB par habitant en raison du changement climatique et de ses effets connexes. Ces données viennent d'être rendues publiques par Kevin Chika Urama, l'économiste en chef par intérim de la Banque africaine de développement (BAD). Selon l'expert, le continent a besoin d'environ 1 600 milliards de dollars entre 2022 et 2030 pour mettre en œuvre ses Contributions déterminées au niveau national (CDN).

« Chaque année, l'Afrique perd entre 5 et 15 % de croissance de son PIB par habitant à cause du changement climatique et de ses effets connexes. Le continent a besoin d'environ 1 600 milliards de dollars entre 2022 et 2030 pour la mise en œuvre de ses Contributions déterminées au niveau national », affirme Kevin Urama, l'économiste en chef par intérim et vice-président en charge de l'Électricité, de l'Énergie, du Climat et de la Croissance verte, du groupe de la Banque africaine de développement (BAD).

Pour l'économiste, il est crucial que la communauté internationale respecte son engagement de fournir 100 milliards de dollars pour aider les pays en développement et les économies africaines à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter. Marginalisés



dans l'allocation de la finance climatique, les pays africains sont les plus vulnérables aux effets du changement climatique selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), alors qu'ils ne contribuent aux émissions mondiales qu'à hauteur de 3 %.

Selon les chiffres de la BAD, les pays africains n'ont reçu que 18,3 milliards de dollars de financement climatique entre 2016 et 2019. Il en résulte un déficit de financement climatique pouvant atteindre 1288,2 milliards de dollars par an de 2020 à 2030.

Kevin Urama a présenté ces données le 7 septembre 2022 au Caire, lors d'une table ronde organisée en marge du Forum d'Égypte pour la coopération internationale, qui s'est déroulée sur le thème, « Rôle des pays africains dans la détermination de l'agenda climatique ». Rendu à sa deuxième édition, le Forum d'Égypte pour la coopération internationale est un événement annuel permettant de créer un cadre d'échanges autour des problématiques actuelles, notamment celles relatives aux objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, entre les pays, d'une part, et entre les institutions financières et les partenaires au développement, d'autre part.



Mahmoud Bakr (Egypte) ; Warnings on climate change ; Ahram Online,15 September 2022.

To access the article : <https://english.ahram.org.eg/News/476044.aspx>

Climate change will have ominous repercussions for the stability of Africa and the Arab world, said participants at the Environment and Development Forum this week.



54

The two-day Environment and Development Forum: The Road to the Sharm El-Sheikh COP27 Climate Change Conference closed on 13 September in Cairo. Its main aim was to provide a platform for organisations participating in the UN COP27 Climate Change Conference that is scheduled to be held in the Red Sea resort of Sharm El-Sheikh in November.

Participants at the Environment and Development Forum (EDF) encouraged the use of modern technologies and innovative solutions to mitigate the effects of climate change on different sectors and find more ways for adaptation. The forum was held under the sponsorship of the Egyptian Foreign Ministry and in cooperation with the Ministry of Environment and other partners.



Clean and renewable energy were discussed, along with sustainable development, the preservation of the environment and biodiversity, limiting carbon emissions, food and water security in the light of climate change, and transportation and sustainable cities.

The participants said that innovative solutions should be found to make the best use of agricultural systems with the aim of securing food and eradicating famine and malnutrition. For these new solutions to work, there should be strong institutions, wise governance, political will, and robust regulatory frameworks, they noted.

The attendees tackled the need to establish green cities with infrastructure that can withstand climatic and natural disasters.

According to Ahmed Abul-Gheit, secretary-general of the Arab League and speaking at the EDF, the Arab world's contribution to greenhouse-gas emissions is meagre, yet the region is highly affected by the repercussions of climate change.

More attention should be paid to the region, which suffers from water scarcity that makes it difficult to secure enough food for its people, he said. The Arab world is also lagging behind on development issues, he added, with this having been made worse by the challenges of the Covid-19 pandemic, the Russia-Ukraine war, and disruptions in supply chains.

In addition to rising rates of unemployment, the increasing population is putting more pressure on natural resources, he said.

Cooperation on the optimal use of natural resources, the strengthening of security, and the doubling of allocations to bridge the food gap were much needed, Abul-Gheit said, adding that Egypt had come up with a comprehensive strategy that would be presented at the next Arab Summit meeting in Algeria.

The Egyptian strategy focuses on increasing production, reducing food waste, mitigating the repercussions of climate change, and making more room for the private sector, he said, adding that these factors should top the list of priorities for joint action.

Abul-Gheit explained that the food crisis in the region cannot be resolved without improving the efficient use of water resources, which requires providing clean, inexpensive sources of energy, addressing water, food, and energy problems, and abandoning traditional policies that focus on separate solutions for each sector for the sake of a more comprehensive view.

Also speaking at the EDF, Foreign Minister Sameh Shoukri said that the COP27 was meant to transform pledges made earlier by the international community into action on the ground, pointing out that it provides an opportunity to discuss adaptation efforts and water and food security amid the global rise in the prices of food commodities.





Africa and the Arab world, Shoukri commented, were facing a host of political, economic, and social crises that threaten security and stability. Climate change was the tip of the iceberg, he said, heightening tensions over water, agricultural land, and limited resources.

The Russia-Ukraine war had intensified global food disruptions, causing a sharp rise in energy prices and increasing the prices of food and its transportation costs. The Arab countries were particularly affected by the war, Shoukri added, since they import one-third of their grains.

The food crisis in the Arab world will likely be exacerbated in the coming years, as will water scarcity, overpopulation, and rural-to-urban migration, Shoukri said. He noted that in the next three decades it is expected that the population of the Arab world will double to reach 800 million. In Egypt, the population will increase to 150 million, adding more pressure on available natural resources.

Mahmoud Abu Zeid, president of the Arab Water Council, said the sixth assessment report of the UN Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) issued in 2021, as well as several other studies, had indicated that changes to the natural water cycle and increases in evaporation and decreases in precipitation had resulted in droughts in the Horn of Africa, Europe, the US, and China in addition to floods and torrential rains in Sudan, Yemen, the UAE, Saudi Arabia, and Pakistan.

This imbalance in the water cycle, Abu Zeid explained, was the result of human activities causing alterations to the climate and leading to wild fires, deforestation, desertification, the deterioration of biodiversity, air pollution, urban expansion at the expense of rural development, and the impeding of the natural flows of rivers and lakes by building dams.

The latter are expected to change the flow of 93 per cent of the world's rivers by 2030, he added.

Abu Zeid warned that regional conflicts would likely erupt as a result of the lack of the sustainable management of transboundary, underground, and superficial water sources, especially in the light of the absence of cooperation among the parties.

Annual per capital water use is estimated at 560 cubic metres in Egypt at present, which is way under the water poverty line, said Hani Sweilam, minister of irrigation and water resources, at the EDF.

Egypt, he added, is already being seriously affected by climate change, with a rise in sea-water levels affecting the Delta and decreasing the quality of its soil by increasing the salinity of the underground water.





Climate change has also affected the sources of the Nile, which provides Egypt with 97 per cent of its water, Sweilam said.

Meanwhile, Egypt is working on mega-projects in water treatment and recycling, such as the water treatment station in Bahr Al-Baqar, with a capacity of 5.6 million cubic metres, that will irrigate land in northern and central Sinai, and the Mahsama station, with a capacity of a million cubic metres, that will irrigate land east of the Suez Canal.

Other projects being implemented include the Hammam water treatment station, with a capacity of 7.5 million cubic metres, as part of the New Delta project, he added.

These projects, besides making use of every precious drop of water, provide thousands of job opportunities, Sweilam concluded.



Thuku Kariuku (Kenya) ; Kenya : Helping developers build more sustainable buildings ; Nature and Environment, Deutch Welle, 15 september 2022.

Nairobi has seen a growth in "green" buildings in the past few years. Now a society is helping developers meet complex new building codes while also saving energy, building materials and water.

To watch the video : <https://www.dw.com/en/helping-developers-build-more-sustainable-buildings/video-63104448>



Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : 4 anciens chefs d'État plaident pour la conservation de la biodiversité ; Afrik 21, 16 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-4-anciens-chefs-detat-plaident-pour-la-conservation-de-la-biodiversite/>



58

Ellen Johnson Sirleaf, Festus Mogae, Hailemariam Desalegn Boshe et Mahamadou Issoufou, appellent à la mise en place urgente de mesures de conservation de la biodiversité sur le continent, afin d'enrayer le désastre environnemental auquel il est confronté. Les quatre anciens chefs d'État ont fait ce plaidoyer lors de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN), tenue à Dakar au Sénégal, du 12 au 16 septembre 2022.

C'est l'acte fort de la 18e édition de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN), tenue du 12 au 16 septembre 2022 à Dakar au Sénégal. Quatre anciens chefs d'États africains, Ellen Johnson Sirleaf du Libéria, Festus Mogae du Botswana, Hailemariam Desalegn Boshe d'Éthiopie et Mahamadou Issoufou du Niger, plaident en faveur de la biodiversité africaine. Ils appellent à la mise en place urgente de mesures de conservation de la biodiversité sur le continent, afin d'enrayer le désastre environnemental auquel il est confronté.

D'après les organisateurs de l'AMCEN, la biodiversité africaine se perd à un rythme sans précédent. Ils estiment que d'ici à 2100, le changement climatique aurait à lui seul entraîné la disparition de plus de la moitié des espèces d'oiseaux et de mammifères d'Afrique. Cette





perte menacerait la sécurité alimentaire, hydrique, énergétique et sanitaire, ce qui entraînerait des répercussions négatives sur la vie de millions d'Africains.

Implémenter la déclaration de Kigali sur les aires protégées

Dans leur plaidoyer pour le renforcement de la préservation de la biodiversité africaine, les quatre anciens chefs d'État signalent qu'en effet, le continent est déjà en bonne voie vers cet objectif. Allusion est faite ici à l'Appel à l'action de Kigali, lancé par les participants du premier Congrès africain des aires protégées qui s'est tenu du 18 au 23 juillet 2022 à Kigali au Rwanda.

Partant du constat selon lequel les aires protégées et conservées d'Afrique permettent de lutter contre l'émergence et la propagation des zoonoses, de réduire les risques de catastrophe, de s'adapter au changement climatique, d'en atténuer ses effets, et de conserver la biodiversité, l'Appel à l'action de Kigali a identifié un ensemble d'actions prioritaires pour renforcer les aires protégées et conservées d'Afrique d'une manière qui soit juste et équitable.

Il s'agit notamment du respect des droits des populations autochtones et des communautés locales, de l'augmentation des investissements publics et privés dans la conservation et la sauvegarde de la nature, ainsi que le renforcement de la collaboration, de la coopération et du partenariat panafricains pour les systèmes de zones protégées et conservées.

Placée sous le thème « Assurer le bien-être des populations et garantir la durabilité environnementale en Afrique », la 18e édition de l'AMCEN encourage les gouvernements à s'assurer que les mesures de redressement soient adaptées aux objectifs à long terme de renforcement de la résilience aux effets du changement climatique et d'intégration de politiques plus ambitieuses pour stopper et inverser la perte de biodiversité et restaurer les services écosystémiques.

Le thème de cette année encourage également les pays à donner la priorité aux plans de relance verts et durables qui permettent des avantages mutuels pour la résilience sociale, économique et environnementale.



Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Pollution plastique : Difficile conciliation entre le recyclage et les autres solutions ? Le Papyrus, 20 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://lepapyrus.info/pollution-plastique-difficile-conciliation-entre-le-recyclage-et-les-autres-solutions/>



60

La pollution plastique continue de faire la pluie et le beau temps. La production, la commercialisation et l'utilisation des emballages plastiques non-biodégradables demeurent au cœur de l'économie mondiale. Certains pays africains comme le Rwanda ont réussi le pari de réduire, voire de faire disparaître ces objets de leurs paysages. D'autres comme le Togo, malgré la prise de décisions saluées par tous, peinent depuis des années à les faire appliquer. Que faire ?

Deux solutions sont pour le moment envisageables. Le recyclage et le recours aux emballages biodégradables. Toutefois, les environnementalistes ne sont pas d'accord sur la ou les solutions à adopter pour mettre fin à ce fléau qui est malheureusement devenu la marque du continent africain, avec des risques pour les océans.

L'on continue de déverser des tonnes de déchets notamment plastiques dans les océans ; et le risque que d'ici 2050 il y ait plus de plastiques que de poissons dans les océans est



encore très important. Beaucoup d'environnementalistes pensent que le recyclage est la solution toute trouvée. On les voit d'ailleurs s'activer pour créer des sites de recyclage et on les entend dire, avec des démonstrations à l'appui, que les déchets constituent de l'or, de « l'or dur ». Parmi ces personnes, il y a l'ancienne fonctionnaire onusienne, Ige Olatokunbo, responsable de l'entreprise Utrader, installée dans la préfecture du Zio (Davié) au Togo et qui transforme les déchets (sachets plastiques, pagnes, pneu etc...) en divers objets usuels.

« On ne peut pas éviter l'existence du plastique. Mais, les conditions de production, de distribution, doivent être contrôlées. L'on doit encourager la réutilisation », nous a-t-elle confié lors d'un entretien réalisé durant le mois d'avril 2022. Enrique Paccini, économiste, semble être du même avis. « On ne pourra vraiment jamais complètement quitter le plastique », a-t-il lâché à notre endroit lors de l'atelier des journalistes sur l'eau et l'assainissement organisé par l'association Africa 21 à Dakar au Sénégal du 15 au 19 août 2022, dans le cadre des activités du Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique.

Les activistes d'Africa coal network (ACN), un réseau d'organisations de la société civile africaine luttant contre les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), pensent qu'il faut impérativement arrêter la production du plastique. Pour eux, le plastique étant produit avec des énergies fossiles dont le pétrole, cela revient à promouvoir ces énergies. « Les industries du plastique pourront se réadapter dans la production du plastique, notamment réduire l'utilisation des combustibles fossiles comme le pétrole. La réduction de l'utilisation du plastique est la voie à suivre, utiliser le plastique réutilisable, biodégradable », répond Enrique Paccini.

Esther Mwamba, une militante écologiste de la République démocratique du Congo (RDC) est pour sa part catégorique : « le recyclage n'est pas la solution », a-t-elle déclaré. « Le recyclage fait partie de la solution, mais ce n'est pas la meilleure des solutions. Le recyclage est un secteur prometteur. Malheureusement, il constitue un remède à un système économique capitaliste, basé sur la croissance », explique-t-elle.

« Comment tu peux résoudre un problème avec le même schéma qui a conduit à créer ce problème ? Le recyclage apparaît ainsi comme du greenwashing, c'est-à-dire extérieurement, paraît comme une solution qui va résoudre le problème, mais intérieurement, le recyclage contribue finalement à augmenter le taux de pollution », a poursuivi Esther Mwamba.

« Aujourd'hui on est dans une optique de trouver des solutions qui vont favoriser le moindre mal. Il est vrai que dans certains pays, le recyclage répond à cela. Mais chez nous en Afrique, c'est quelque chose qu'on doit un peu essayer de contextualiser. Il faut plutôt apporter des solutions qui vont répondre à la problématique de la gestion des déchets. Pour





moi, le recyclage vient en dernier. Il faut plutôt aller vers la réduction de la consommation. Pour y parvenir, il faut faire de la conscientisation », a ajouté Esther Mwamba.

Autant dire qu'il est difficile de concilier les positions. Mais, que pense Pélagie Amedetognon, une Togolaise qui fabrique des emballages en papiers et biodégradables ? « Le recyclage, c'est la valorisation de ce qui est considéré comme déchet. Aujourd'hui, nous sommes très dépendants de la technologie, des machines, jusque dans nos cuisines, nos douches, avec les brosses à dents par exemple. Nous jetons chaque jour des choses qui peuvent être réutilisées d'une manière ou d'une autre », affirme Pélagie.

« Le recyclage nous sauve. Cela nous permet de revaloriser les déchets. Toutefois, les emballages biodégradables sont une urgence. Commençons par adopter des comportements civiques. Utiliser les emballages non dégradables n'est pas un comportement citoyen. Les emballages biodégradables nous permettent de protéger l'environnement. Pour moi, il faut concilier les deux solutions », précise la Togolaise.

Le 2 mars 2022, les chefs d'Etat, les ministres de l'Environnement et d'autres représentants de 175 nations ont approuvé à Nairobi au Kenya, lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5), une résolution historique visant à mettre un terme à la pollution plastique et à élaborer un accord international juridiquement contraignant d'ici 2024.

62

La résolution porte sur l'ensemble du cycle de vie du plastique, y compris sa production sa conception et son élimination. La solution viendra peut-être de là...



**Mahmoud Bakr (Egypte) ; Building a united African front ahead of UN COP27 ;
Ahram online, 20 September 2022.**

To access the article : <https://english.ahram.org.eg/News/476502.aspx>

Maximum African participation at the UN COP27 Climate Change Conference was encouraged during the 18th African Ministerial Conference on the Environment in Dakar.



Yasmine Fouad

Egypt's initiatives on agriculture, energy, sustainable cities, and food and water security to adapt to climate change were reviewed at the 18th African Ministerial Conference on the Environment (AMCEN) in Dakar, Senegal, on 15-16 September.

Other Egyptian presidential initiatives aimed at restoring the balance between mitigation and adaptation efforts in response to climate change were highlighted during Egyptian Minister of Environment Yasmine Fouad's speech at the conference.



Egypt is gearing up to host the UN COP27 Climate Change Conference in the Red Sea resort city of Sharm El-Sheikh in November.

At the Dakar conference, Senegalese Minister of Environment and Sustainable Development Abdou Karim Sall said Africa wanted to see a programme on mitigation and adaptation efforts in response to climate change, to advance talks on financing projects towards this end, and the development of the capacity to implement environmental projects.

The Gabonese minister of environment stressed at the conference that it was important that the largest possible number of African ministers be present at the COP27, while ministers from Tunisia and Botswana suggested presenting successful experiences and innovative solutions at Sharm El-Sheikh.

Fouad, also the ministerial coordinator and envoy for the COP27, reviewed an initiative on waste management that aims to see 50 per cent of African waste recycled by 2050 in order to reduce the production of methane gas.

At present, only 10 per cent of Africa's waste is being recycled. It was imperative to design institutional schemes to allow the private sector in Africa to be part of waste-management systems, Fouad said.

She also referred to an initiative to support women's adaptation to climate change and to increase their knowledge of food habits that increase harmful emissions, which will ultimately reflect on the health of Africa's future generations.

She talked about biodiversity and the preservation of marine life, topics which are of interest to Africa to protect its natural resources. These subjects will be discussed at both the COP27 and the UN Biodiversity Conference, slated to be held in Canada in December.

About 20 per cent of Africa's population in more than 10 countries are at risk of being affected by climate change, Fouad noted, adding that between 2010 and 2022 some 172.3 million Africans were affected by drought, while 43 million were affected by floods.

The African countries are the most at risk in the world due to food insecurity and water scarcity, Fouad stated. It is expected climate change will drive 78 millions additional people to the brink of famine by 2050, more than half of whom inhabit Africa south of the Sahara, she said.

Fouad added that six of the 13 initiatives of the COP27 presidency focus on Africa, while the objectives of two more also concern Africa. She noted that there are 598 million Africans who do not have access to energy and 930 millions who do not have access to clean cooking fuel.





Egypt's initiative to ensure the fair distribution of affordable energy aims to unify African efforts to accelerate the energy transition and for this to become a reference point for the African countries and development partners, she added.

Fouad and Sall met on the sidelines of the AMCEN Conference to ensure major African representation at the COP27. Fouad said she was hopeful there would be high-level Senegalese representation at the conference, which aims to turn pledges into action.

In order for this to happen, it will be necessary to see the largest possible participation by African political leaders to speak on behalf of their peoples, she said. She added that she hopes more Africans will join the preparatory meetings ahead of the COP27 in October where the issues to be negotiated at the COP27 will be determined.

Fouad also discussed with Tunisian counterpart Leila Chikhaoui the outline and timeline of the environmental programme of the Egyptian-Tunisian Higher Committee that will be signed before the COP27.

They also reviewed the Egyptian-Tunisian programme to cooperate on hazardous and solid waste, integrated coastal management, the preservation of the marine environment, the promotion of sustainable production and consumption, the green and revolving economy, integrated air-quality management and pollution monitoring, natural reserves, biodiversity, ecotourism, and environmental legislation.

Chikhaoui said Tunisia had updated its plans to combat climate change, explaining that her country would send 45 participants to the COP27, including 10 officials. Tunisia will also focus on the participation of youth and women at the conference and will encourage the private sector and financial institutions to implement climate policies on the regional and international levels.

During her meeting with Ibrahim Thiaw, executive secretary of the UN Convention to Combat Desertification, Fouad discussed including mechanisms to combat desertification in the activities of the COP27 as part of efforts to establish links between the agreements on climate, biodiversity, and desertification, something which Egypt has been calling for since 2018.

Thiaw said it was critical to push for mitigation efforts in Africa with the same momentum as adaptation, especially since sustainable energy would likely become more and more important across the continent in the light of population growth and the lack of the equitable access to energy.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : vers un réseau d'échanges de données pour la sauvegarde des écosystèmes ; Afrik 21, 21 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-vers-un-reseau-dechanges-de-donnees-pour-la-sauvegarde-des-ecosystemes/>



66

Décideurs et experts nationaux échangent sur l'état des écosystèmes en Afrique et sur l'utilité des outils de mesure et d'évaluation consistant à les préserver et à les restaurer. C'est l'objet d'un atelier de cinq jours ouverts le 19 septembre 2022 à Ouagadougou au Burkina Faso. L'initiative financée par l'Agence française de développement (AFD), vise la mise sur pied d'un réseau d'échanges de données pour la sauvegarde des écosystèmes.

La présentation d'une plateforme régionale de dissémination de la comptabilité écosystémique d'Afrique est au cœur de la rencontre ouverte le 19 septembre 2022 à Ouagadougou, au Burkina Faso. Le projet de plateforme dont la mise en œuvre, prévue sur quatre ans devrait s'achever en 2023, se veut capital dans la préservation des écosystèmes naturels d'Afrique.

Ce projet vise à doter le Burkina Faso, la Guinée, le Maroc, le Niger, le Sénégal et la Tunisie, de dispositifs opérationnels propres et autonomes de comptabilité écosystémique du capital naturel. « Ce qui permettra de développer rapidement une première comptabilité écosystémique et leur capital naturel afin d'en cerner l'évolution. Ce qui permettra de





promouvoir un développement à la fois dynamique et durable afin de léguer un environnement sain et lutter prioritairement contre la pauvreté » explique Maminata Traoré, la ministre burkinabée de l'Environnement.

La rencontre de Ouagadougou

Les activités de mise en œuvre du Réseau africain d'échange de données pour la préservation des écosystèmes sont pilotées depuis 2020 par l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). C'est une organisation à caractère international et à vocation africaine basée en Tunisie. Il compte parmi ses membres 26 pays africains, 7 autres pays, 13 organisations et 3 organisations non gouvernementales (ONG).

L'atelier de Ouagadougou, deuxième du genre, a été co-organisé par le gouvernement burkinabé et l'OSS, avec le financement de l'Agence française de développement (AFD). Ces travaux visent par ailleurs la validation des résultats de comptes biophysiques continentaux, par l'ensemble des parties prenantes. Il s'agira de discuter, fixer les méthodologies et les types de données nécessaires pour la réalisation desdits comptes afin de lancer les traitements au plan national.

67



Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; Le plan de financement de la biodiversité soutenu par le Gabon trouve un écho favorable auprès des pays industrialisés ; Conjoncture économique, 21 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.conjonctureseconomiques.net/2022/09/21/le-plan-de-financement-de-la-biodiversite-soutenu-par-le-gabon-trouve-un-echo-favorable-aupres-de-la-communaute-internationale/>

Les dirigeants mondiaux ont intensifié ce 20 septembre 2022, leur soutien financier et leurs engagements en matière de conservation pour lutter contre la crise mondiale de la biodiversité qui menace d'extinction plus d'un million d'espèces végétales et animales.





En marge de la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, l'Allemagne a promis de consacrer 1,5 milliard d'euros par an au financement international de la biodiversité, soit plus du double de ses engagements actuels.

Les nations se réuniront bientôt à Montréal, au Canada, pour un sommet crucial des Nations Unies sur la biodiversité (COP15) afin de finaliser et d'adopter un cadre pour protéger et conserver la nature.

Plus de la moitié du PIB mondial dépend fortement du monde naturel, selon un rapport du Forum économique mondial pour 2020.

La conférence de décembre « doit être un tournant pour nos efforts de conservation », a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz en annonçant le nouveau financement. « Avec cette contribution, nous voulons envoyer un signal fort pour un résultat ambitieux de la COP15 sur la biodiversité. »

Les dirigeants mondiaux ont jusqu'à présent eu du mal à se mettre d'accord sur un nouveau cadre mondial.

Les économistes affirment que pour inverser le déclin de la biodiversité d'ici 2030, le monde doit dépenser pas moins de 967 milliards de dollars par an, soit un écart actuel de plus de 800 milliards de dollars par an.



Si l'Allemagne a promis le financement le plus important de tous les pays industrialisés, d'autres ont annoncé de nouvelles stratégies, notamment un plan de financement de la biodiversité soutenu par l'Équateur, le Gabon et le Royaume-Uni, entre autres.

Ce plan « définit ce que nous attendons des gouvernements, des institutions financières, du secteur privé, des philanthropes et de la société civile, pour relever le défi de l'augmentation et de la mobilisation des ressources pour la biodiversité », a déclaré le président équatorien Guillermo Lasso.

Les participants à l'événement parallèle de haut niveau, dont le Premier ministre canadien Justin Trudeau, ont réitéré leur engagement à protéger et conserver au moins 30 % de leur territoire terrestre et océanique d'ici 2030.

« Le Canada fait des progrès historiques pour atteindre notre engagement » a déclaré M. Trudeau. Et d'ajouter, « Nous continuerons à mobiliser le soutien mondial pour atteindre cet objectif et protéger la biodiversité sur la planète. »

À l'heure actuelle, environ 17 % de la superficie terrestre mondiale est protégée, selon un rapport du Forum économique mondial de 2021. Mais seulement 7% de l'océan mondial est sous une sorte de régime de conservation, avec moins de 3% hautement protégés.



Eric Ojo (Nigeria) ; Climate Ministerial Meeting Sets Agenda For COP27 ; African Examiner, September 22nd, 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/climate-ministerial-meeting-sets-agenda-for-cop27/>



70

Ahead of the UN Climate Change Conference (COP27) in Egypt, stakeholders, ministers and development experts have cautioned against turning the conference into a mere talking shop of promises.

Speakers from Africa and other developing parts of the world, gave the warning at the 2nd ministerial meeting on climate and development held on the sidelines of the ongoing UN General Assembly on Tuesday in New York.

They questioned the commitment of developed countries to deliver on the promises they made at COP26 in Glasgow and the 2015 Paris Agreement.

The top-level meeting wants climate and nature objectives mainstreamed across financial and economic policy as well as a significant action point to be presented at COP27 in November



The participants drawn from Africa and other developing parts of the world that bear the severest brunt of climate change, also called for urgent action to raise funding for the world's most vulnerable nations.

The speakers further advocated for a coordinated strategy that involves funders, partners, and the private sector working together to finance climate change, especially for adaptation. Moreover, they urged countries to honour the promises they made at the 2021 UN Climate Change Conference in Glasgow.

United States Climate Envoy, Senator John Kerry said the world must change the way it does business ahead of COP 27 and called for the involvement of the private sector to raise the financing that is required to tackle climate change.

“Climate and development go together. The key point is: where is the money? All promises were left in Paris. We are late. We must act. I'm fed up with saying the same thing too many times in the same meetings.

“Business as usual is the collective enemy. It's time for action. We are working on something serious to be put on the table at Sharm El Sheikh”, he said.

Senator Kerry spoke about his recent trips to Nigeria and Senegal, which are among 48 sub-Saharan countries that contribute less than 0.55 percent of carbon gas emissions yet suffer disproportionately from the impacts of climate change.

Co-founder of the Bill and Melinda Gates Foundation, Bill Gates noted that adaptation never gets the attention it deserves, adding that we need to make sure we are funding the things that have the highest impact.

Gates highlighted how the challenge of climate change has been underscored by a series of bad weather events this year, emphasizing the urgency of action, including investing in technologies and scientists in developing countries.

“It is fantastic that there is the goal of doubling adaptation money by 2025 to \$40 billions. I will say a few things about how we think about measuring those 40 billion dollars. The first is that it should probably be focused on low-income countries. The needs there are quite traumatic. There is a question of how we define that money given these weather events and their effects on agriculture.

“I don't think the world community is saying that we should spend less on vaccines in order to fund climate adaptation, but rather that we want this money to be incremental in the aid budget”, he added.





President of African Development Bank (AfDB), Dr. Akinwumi painted the reality of climate change in some of the African countries he recently visited, describing the situation as a heart-wrenching thing.

“In Cabo Verde, they have not had rain for nearly three years. In Mauritania, vast areas are deserted because of lack of rain.

“Africa is suffering, choking, and is in serious financial distress for what it didn’t cause. There must be a greater sense of urgency not in talking, but in doing and delivering resources that the continent needs very desperately”, he further explained.

Dr. Adesina charged the world to deliver at COP 27 – the Africa COP. “We must deliver the goods there. If there are goods to be delivered, it’s really about adaptation. We do desperately need to have the financing for adaptation”, he added.

He equally spoke about the bank-led Africa Adaptation Acceleration Program, which is mobilizing \$25 billions of financing to support the continent at scale.

Executive Secretary of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), Simon Stiell echoed the need for what he termed “a series of actions” to mobilize finance.

“We need to get the whole architecture working. Climate disasters are increasingly coming in a variety of forms. We are formally in a decade of decisive action”, he reminded the meeting.

In her remarks, Rwanda’s Minister of Environment, Dr. Jeanne d’Arc Mujawamariya, and co-chair of the meeting echoed the voices of young people at the meeting.

“As you can see, young people are worried about their future. Let us use today’s ministerial meeting to learn from one another and share practical and tangible actions that will make young people proud of us. We are here together, working hand in hand to address the climate crisis to ensure a bright future for our young people”, she stressed.

A youth climate activist from Papua New Guinea, Vinzealhar Ainjo Nen emphasized the reality of the situation in her country.

“Papua New Guinea is one of many island nations experiencing the wrought of the climate and nature crisis-long droughts, submerging islands- you name it. My people and I are existing in these conditions every day”, she told the meeting.

Referring to what she described as a lengthy and complicated legal process to access climate funds at the national and international, she observed: “I must stress that Mother Nature does not operate within legal frameworks, and we don’t have time to waste”.



Rwanda and the UK COP 26 Presidency co-chaired the Second Climate and Development Ministerial Meeting to review progress since COP 26 UN Climate Change Conference and advance transformational global climate action.

The meeting brought together 30+ countries and representatives of the UN, the World Bank, the African Development Bank, and IMF to assess areas for progress on priorities of climate-vulnerable countries and deliver climate action.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : l'UE interdit l'importation du caoutchouc issu de la déforestation ; Afrik 21, 22 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-lue-interdit-limportation-du-caoutchouc-issu-de-la-deforestation/>



Le Parlement européen vient de voter une loi interdisant l'importation au sein de l'Union européenne (UE) des produits issus de la déforestation. Le projet de loi qui comprenait au départ l'huile de palme, le soja, le café, le bois, etc. a vu la liste se rallonger avec l'intégration du caoutchouc. Une bouffée d'oxygène pour certains peuples autochtones, dont l'habitat est défriché au profit de la culture de cette matière première agricole.





Le Parlement européen a entendu et répondu favorablement aux cris d'alarme des communautés locales du bassin du Congo, dont la vie est étroitement liée à la forêt. Le 13 septembre 2022 une loi interdisant l'importation au sein de l'Union européenne (UE) des produits issus de la déforestation a été adoptée. Le texte a été soutenu par une large majorité de députés européens, soit 453 voix pour, contre 57 voix et 123 abstentions.

En clair, ce qui change avec l'adoption de cette nouvelle loi est que désormais, l'on ne pourra plus importer des produits au sein de l'union européenne si jamais ils sont issus de la déforestation. Le projet de loi qui comprenait au départ l'huile de palme, le soja, le café, le bois, le cacao, etc. a vu la liste se rallonger avec l'intégration du caoutchouc.

Pour l'organisation de protection de la nature Greenpeace Afrique, l'adoption de cette loi représente une victoire pour la société civile qui avait milité en faveur de l'adoption de cette loi, mais surtout pour les communautés locales et les peuples autochtones dans le bassin du Congo, qui souffrent de la déforestation massive par l'industrie du caoutchouc. « Greenpeace Afrique espère que l'Union européenne va plus tard voter également une loi qui s'oppose aux facilités financières qui sont accordées à ces agro-industries par des banques européennes », affirme Ranece Jovial Ndjeudja, responsable de la campagne forêt chez Greenpeace Afrique.

74

Le respect des droits des peuples autochtones

Il faut aussi noter que les députés européens ont voté en faveur de l'inclusion de mesures visant à garantir que les entreprises respectent les normes et standards internationaux en matière de droits de l'homme.

Cette loi tombe à pic parce qu'elle est adoptée au moment où, dans le Sud du Cameroun, Sudcam a détruit un peu plus de 11 000 hectares de forêt pour planter de l'hévéa et Camvert continue de raser 40 000 hectares de forêt pour y planter du palmier à huile, au détriment des communautés autochtones et de la biodiversité.





Boris Ngounou (Cameroun) ; La disparition rapide des forêts sacrées en Afrique Centrale ; Environnementales, 22 septembre 2022.

Pour accéder à l'article et à la vidéo : <https://environnementales.com/la-disparition-rapide-des-forets-sacrees-en-afrique-centrale/>

Au Cameroun et en République démocratique du Congo la disparition rapide des forêts sacrées inquiète toutes les instances. Lieu de rites ancestraux et de pratique sacrificielle, les forêts sacrées subissent de plus en plus de pression au péril de leur biodiversité et de leur rôle écologique. Pour inverser la tendance, chefs traditionnels, société civile et gouvernements multiplient les initiatives. Les détails dans ce grand format, signé Boris Ngounou et Myriam Iragi, avec le soutien du Rainforest Journalism Fund et du Pulitzer Center.

75

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique centrale : un futur projet TTT permettra la gestion durable des forêts ; Afrik 21, 23 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-centrale-un-futur-projet-ttt-permettra-la-gestion-durable-des-forets/>





Tropical Timber Trade facility (TTT), le futur projet trilatéral de gestion durable des forêts d'Afrique centrale se précise. La note conceptuelle du projet qui implique l'Afrique centrale, la Chine et l'Europe, a été paraphée le 22 septembre 2022 à Yaoundé au Cameroun. Le futur projet TTT vise la promotion du commerce des bois tropicaux et des produits dérivés légaux et/ou durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'Afrique centrale vers les marchés internationaux en passant par la Chine.

La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) veut s'assurer que le bois exporté par les pays du bassin du Congo, répond aux exigences de durabilité et de légalité. C'est tout le sens de Tropical Timber Trade facility (TTT). Il s'agit d'un futur projet trilatéral impliquant l'Afrique centrale, la Chine et l'Europe. Cette initiative vise la promotion du commerce des bois tropicaux et des produits dérivés légaux et/ou durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'Afrique centrale vers les marchés internationaux en passant par la Chine.

La note conceptuelle du projet a été signée le 22 septembre 2022 au siège de la Comifac à Yaoundé au Cameroun, par Hervé Maidou le Secrétaire exécutif de la Comifac, et Corinna Fricke, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun. L'étude de faisabilité du projet sera réalisée par l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement. (GIZ), grâce à l'appui du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

76

Seules 18% des concessions forestières sont légales en Afrique Centrale

D'après les initiateurs du futur projet TTT, l'augmentation de la production de bois tropicaux légaux et durables ralentira la dégradation des forêts et contribuera ainsi à une meilleure protection de la biodiversité. L'augmentation de la séquestration durable du CO2 qui en résulte permettra la protection du climat. La gestion forestière légale à grande échelle dans le bassin du Congo devrait accroître la demande à long terme de produits en bois tropicaux sur les marchés exigeants comme celui de l'Union européenne (UE) et des États-Unis d'Amérique et contribuera davantage à la conservation des forêts à long terme.

Selon l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), sur 55 millions d'hectares de concessions forestières en Afrique centrale, 18% sont vérifiées légales ou certifiées. Par ailleurs, 60 à 80% des exportations de bois et de produits dérivés sont à destination de la Chine. Ces bois et produits bois une fois arrivés en Chine sont transformés en produits finis qui sont vendus dans le pays et sur les marchés internationaux. Annuellement, en Chine, les importations de bois tropicaux issus des pays d'Afrique centrale oscillent autour des 7 à 10 millions de m³.



Il faut cependant noter que depuis juillet 2020, la Chine s'est munie d'un nouveau code forestier qui inclut en son Article 65 qu'il est interdit d'acheter, de transporter et de transformer du bois illégal. Ce code s'applique également aux bois importés.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique du Sud : les rhinocéros ont perdu 75 % de leur population en moins de dix ans ; Afrik 21, 27 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-du-sud-les-rhinoceros-ont-perdu-75-de-leur-population-en-moins-de-dix-ans/>



77

L'avenir du rhinocéros s'obscurcit de plus en plus, en dépit des efforts mis en œuvre pour lutter contre le braconnage. Selon l'organisation non gouvernementale (ONG) Save the Rhino International, l'Afrique du Sud qui concentre environ 80% de rhinocéros de la planète, a perdu près de 75 % de la population de ces mammifères, en moins de dix ans. Ces chiffres ont été révélés le 22 septembre 2022 lors de la Journée mondiale du rhinocéros.

Les générations futures pourraient ne pas connaître le rhinocéros. Selon un récent rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la population de





rhinocéros d'Afrique a diminué d'environ 1,6% par an, passant d'une estimation de 23.562 individus en 2018 à 22.137 à la fin de 2021.

En Afrique du Sud, principal bastion du grand mammifère avec près de 80% de la population mondiale, la situation est davantage préoccupante. Selon l'organisation non gouvernementale (ONG) Save the Rhino International, près de 10 000 de ces mammifères parcouraient le parc Kruger (le plus grand parc animalier d'Afrique du Sud) en 2013. Au moins 75% de la population a disparu en moins de dix ans.

À l'occasion de la Journée mondiale du rhinocéros célébrée le 22 septembre 2022, le gouvernement sud-africain et ses partenaires ont mis en lumière les efforts de lutte contre les menaces qui pèsent sur le rhinocéros, notamment le braconnage.

Une approche proactive et intégrée

Le braconnage est identifié comme étant la principale menace à l'existence du rhinocéros. Dans les réserves sauvages, les rhinocéros sont abattus pour leurs cornes, très recherchées en Asie en raison de ses vertus prétendument aphrodisiaques. D'après la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites), une seule corne peut ainsi rapporter jusqu'à 90 000 euros.

Pour lutter contre la gangrène, l'Afrique du Sud s'est engagée dans une approche proactive et intégrée. « Le Département des forêts, des pêches et de l'environnement, en coopération avec les autorités provinciales de conservation, les Parcs nationaux sud-africains (SANParks), les propriétaires privés de rhinocéros et le Service de police sud-africain (SAPS), travaillent main dans la main pour stopper le braconnage des rhinocéros » explique Barbara Creecy, la ministre sud-africaine des Forêts, des Pêches et de l'Environnement. En 2021, les autorités sud-africaines ont arrêté 69 présumés coupables de braconnage et trafic de cornes de rhinocéros, dont treize dans le parc Kruger.

78





Zeina Moneer (Egypte) ; COP27: A time to address the “triple inequality” ; MEI, September 28, 2022.

To access the article : <https://www.mei.edu/publications/cop27-time-address-triple-inequality>



79

Since the founding of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) at the Rio de Janeiro Earth Summit in 1992, climate justice has been a contentious issue that has divided developed and developing countries. The concept of climate justice is crucial for negotiating the diverse responsibilities of different nations and actors, and for shaping climate policies, and it has arguably come a long way since the early days of global climate change negotiations. However, given the scale and the urgency of the climate crisis, as well as the varying vulnerabilities of affected communities, there are still questions that remain unanswered. These include which countries are most responsible for climate change, what obligations these countries have to others that have borne the brunt of it, and how these obligations will materialize on the ground — or, in other words, what Roberts and Parks refer to as the “triple inequality” of responsibility, mitigation, and adaptation.



It is difficult to reach conclusive answers to these questions, but addressing them needs to be a top priority at the 2022 U.N. Climate Change Conference (27th Conference of the Parties, COP27) in Sharm el-Sheikh, Egypt in November. This will require tackling the inequalities affecting the central pillars of the U.N. climate regime head on, including mitigation, adaptation, and loss and damage (L&D).

Mitigation

Throughout history, fossil fuel extraction, industrialization, and greenhouse gas (GHG) emissions have been skewed toward a small number of relatively rich countries. These “high-income” countries, as identified by the World Bank, are responsible for 44% of cumulative CO₂ emissions from fossil fuel extraction and manufacturing, land use, and forestry since pre-industrial times. Their share of the current global population, by contrast, is just 14%. A key demand of the climate justice movement is for developed countries to recognize their greater historical responsibility for global warming and to undertake more mitigation actions and make larger cuts to their carbon emissions than those countries with less historical responsibility for global warming, particularly given the fact that the former are more capable of investing in clean energy and infrastructure. The Paris Agreement stipulates that all signatory nations need to define national mitigation targets, known as Nationally Determined Contributions (NDCs), aimed at limiting GHG emissions and halting projected increases in global temperatures. However, this sidesteps the controversial issue of what constitutes a “fair share” of GHG reductions for each nation and does not include a mechanism to review the adequacy of the NDCs to meet the goals of the Paris Agreement. Instead, Paris Agreement signatories need to evaluate their collective efforts toward meeting their national mitigation targets and use that assessment to inform the preparation of future climate commitments. Countries from all regions of the world have submitted NDCs and have emission reduction targets. However, the latest U.N. Environment Program (UNEP) Emissions Gap Report shows that updated national climate pledges would reduce projected 2030 emissions by only 7.5% as compared with previous unconditional NDCs, whereas a 30% reduction is needed to limit warming to 2°C, and 55% is required to meet the Paris Agreement goal of limiting warming to 1.5°C. The report paints a grim picture, indicating that the latest NDCs and other mitigation policies, if continued throughout this century, would result in a temperature rise of 2.7°C, leading to catastrophic and irreversible changes in the Earth’s climate. If implemented effectively, net-zero emissions pledges could improve the situation, limiting the rise to 2.2°C. According to a study published in 2022, members of the G20, a group of the world’s largest economies that account for around 80% of global GHG emissions, are not on track to achieve their 2030 carbon emission reduction targets under current climate and energy policies. In fact, emissions from the G20 as a group are expected to increase by up to 0.6% per year between 2021 and 2030. This increase is misaligned with the global temperature goal of 1.5°C. If countries were truly to do their fair share when it comes to mitigation, while also recognizing the impact of historical emissions, rich countries





should be doing much more. For instance, in the case of the U.S. this would mean a global mitigation effort in 2030 equivalent to a reduction of 195% below its 2005 levels, compared to a recently announced U.S. target of achieving a 50% reduction by that same date.

Adaptation

If mitigation seeks to prevent the environment from changing, adaptation seeks to help people live in a changed environment. Adaptation has primarily accelerated in high-income countries, whereas low-income ones have often lacked the resources to launch adaptive measures and initiatives. The UNEP estimates that adaptation costs will vary from \$140 billion to \$300 billion per year by 2030, and \$280 billion to \$500 billion per year by 2050. The current provision of \$100 billion a year for both mitigation and adaptation by 2030 is clearly insufficient to address worsening climate change impacts in developing countries. Furthermore, rich countries failed to pay their fair share of the annual \$100 billion climate finance commitment in 2020 and 2021. Of the 23 developed countries committed to providing international climate finance, only Germany, Norway, and Sweden have paid their fair share, while others have provided less than 20% of what they should. The U.S. in particular has fallen far short, providing less funding than France, Germany, Japan, or the U.K., even though its economy is larger than all of them combined. In addition, distribution varies greatly between mitigation and adaptation: Mitigation initiatives receive the largest share of climate financial support through bilateral channels, at 65%, while adaptation finance represents only 20-25% of climate finance flows. African countries, for example, are among the least climate resilient in the world, with high vulnerability to climate impacts and limited resources to embark on adaptation measures.

Although Africa's historical responsibility for and current share of carbon emissions is less than 3% of the global total emissions, the continent's climate adaptation finance needs are estimated to be at least \$50 billion annually by 2050. However, according to the report on Financial Innovation for Climate Adaptation in Africa published by the Global Center on Adaptation (GCA), in 2019 and 2020 only \$11.4 billion was committed to adaptation finance in Africa, with the overwhelming majority of funds (97%) coming from the public sector. This falls far short of the climate finance needs African countries declared in their NDCs, equal to one-quarter of the global total. In addition, according to the 2021 Global Landscape of Climate Finance report, most climate finance in 2020 (61%) was raised as debt or loans, of which only 12% was low-cost or concessional. Poor countries that usually have high public debt and are more vulnerable to climate impacts are required to pay back these loans for adapting to climate risks they have hardly contributed to creating. Debts for climate swaps, whereby developed countries provide debt relief for debtor countries in return for climate-related spending commitments, could be helpful in tackling worrying debt levels while accelerating climate adaptation efforts. In 2020, climate adaptation finance was primarily funded by public actors, with private climate finance accounting for less than 2%. A major





barrier that prevents private sector participation is the perceived low market rates of return on climate adaptation projects, which generate unfavorable risk-return profiles that discourage investment. Therefore, it is very important to strengthen financial incentives for the private sector to invest in climate resilience projects by applying, for example, tax breaks, credit enhancement, and concessional loans. All these challenges must be at the top of the agenda at COP27, and developed countries must lay out concrete guidelines related to climate funds mobilization, sources, governance, and implementation.

Loss and damage

L&D refers to the notion that vulnerable communities and poor regions face disproportionate impacts from climate change. These impacts take the form of tangible losses that can be repaired or restored, such as infrastructure, property, or historical sites, and intangibles ones, like the irrevocable loss of human lives, biodiversity, indigenous knowledge or culture, and degraded health. L&D measures differ from adaptation measures in the sense that they should be taken when adaptation measures are unsuccessful in addressing irreversible climate impacts. This is particularly true for unavoidable slow-onset impacts such as inundation from sea level or adaptation measures that are unfeasible to implement, sometimes due to socio-economic constraints, lack of institutions for capacity building within vulnerable communities, or shortage of international financing. In other words, L&D begins where the limits to adaptation end.

Developing countries have consistently demanded to be duly compensated by wealthy countries, which have emitted the bulk of GHG and bear the greatest responsibility for the climate crisis, as a precondition for climate justice. Calls for compensation are an extension of calls for reparations, and both are pertinent to the discourse on climate and ecological debt. The latter implies that the Global North owes the Global South for historical and continuous plunder, extraction, and the resulting climate warming that threatens vulnerable and inculpable peoples and their livelihoods. Mechanisms to address L&D have been a contentious issue in global climate change meetings for the last 25 years, and to date no significant political action or concrete financial commitments have been made.

A breakthrough that gave a sense of purpose to the long-floundering debates around L&D happened when the Paris Agreement acknowledged, in 2015, the importance of averting, minimizing, and addressing climate-induced L&D. However, the Paris Agreement shied away from developing a basis for liability or compensation. Building on the momentum led by less developed countries and the environmental justice movement, developed countries at COP26 in Glasgow agreed to engage in an L&D dialogue that further formalized discussions over compensation for damages from climate change. Nevertheless, developed countries refused to accept climate liability and to establish an L&D facility that could create clear-cut financial commitments to compensate for climate harm and streamline aid. This





will be a critical item on the agenda at COP27, where countries will need to reach common ground on viable and feasible ways to establish and operationalize a funding mechanism for L&D. In addition, such compensation should not be reduced to solely acknowledging past environmental harm and associated social and economic inequalities, but should be part of a more radical transformation that helps reshape the economic system in a way that doesn't reproduce these inequalities.

The structural inequalities in the current U.N. climate regime present distinct challenges when it comes to combatting global warming. This is particular true in the post-Paris era where powerful countries often make climate pledges in line with their own self-interest, ignoring the “polluter pays” principle and their historical responsibility for climate harms that still cast a long shadow in the present, especially over disadvantaged and marginalized groups. The principles shaping climate governance, including the pledge-and-review system, voluntary commitments, and market-based strategies, have sidestepped the concept of common but differentiated responsibilities and respective capabilities, which has been a fundamental requirement of the global climate justice movement. COP27 will thus be a critical moment for addressing the “triple inequality” of responsibility, mitigation, and adaptation in a way that produces clear-cut commitments and binding agreements with the ultimate goal of creating a U.N. climate regime that stands in solidarity with vulnerable communities around the world and tries to address climate injustices.



Abdourahmane Diallo (Sénégal) ; Sénégal : le sourire retrouvé des paysans de Diofior ; Agence de Presse Sénégalaise, 29 septembre 2022.

Pour accéder à l'article : https://apanews.net/fr/news/senegal-le-sourire-retrouve-des-paysans-de-diofior?fbclid=IwAR2F8zt_NYc7IMUUF0ykQBTE2d1daMK5uf_GjF-VOTfc2C4V50ugRayYzmo



La désalinisation des terres de la vallée de Baboulaye a permis aux cultivateurs de cette localité du Centre-Ouest d'être autosuffisants en riz.

De Diofior, commune située à environ 150 kilomètres au Sud-Ouest de la capitale Dakar, la route qui mène vers la vallée de Baboulaye est chaotique. Mais une fois arrivé, le contraste est saisissant. De vastes étendues d'eau d'où émergent des cultures de riz en maturation





offrent un paysage idyllique à perte de vue. Ici, seuls les gazouillis d'oiseaux saisonniers, le vent léger qui caresse les oreilles et les pélicans rôdant autour des vaches en pâturage interrompent le calme plat.

Cet immense espace rizicole, autrefois envahi par le sel du fleuve Saloum et de son principal affluent, le Sine, est redevenu propice à l'agriculture grâce à divers projets dont le Programme multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS) financé par le Fonds africain de développement (Fad) à hauteur de 40 millions de dollars (27,5 milliards F CFA).

Le P2RS conduit des actions adaptatives au changement climatique dans six régions du Sénégal. C'est dans ce cadre que la vallée de Baboulaye, dans la région de Fatick, a eu à bénéficier d'importantes infrastructures hydroagricoles dont trois digues. La première, anti-sel et longue de 900 mètres, empêche l'infiltration de l'eau de mer et du sel. Les deux autres permettent la régulation des eaux grâce à des vannes déversoirs.

« Lorsque la digue anti-sel a été aménagée, la langue salée était pratiquement sur trois kilomètres. Les premiers lessivages, consécutifs aux premières pluies, nous ont permis de récupérer les parties peu et moyennement salées qui tournent autour de 300 hectares. Actuellement, nous avons 685 hectares cultivables », se réjouit Aly Diallo, chef d'antenne régional du P2RS.

Pour profiter au maximum de ces terres reconquises, l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra) a développé deux variétés de riz : ISRIZ 10 et WAR 77. « ISRIZ 10 est très productive et ses graines contiennent des épines. Cela les préserve des oiseaux granivores. WAR 77 est, quant à elle, adaptée aux zones les plus profondes. Même avec un excès d'eau, cette variété se développe correctement », explique Docteur Alfred Kouly Tine, chargé de recherches à l'Isra de Bambey (Centre).

Nette amélioration des productions

Grâce à ces différentes initiatives, les résultats ne se sont pas fait attendre. D'une tonne à l'hectare avant la mise en œuvre du projet en 2015, les rendements agricoles sont passés à 3 tonnes par hectare voire 5 tonnes dans certaines zones. « En 2020, il y a eu des familles qui ont utilisé le riz qu'elles ont produit pour une couverture alimentaire de plus d'un an », souligne le chercheur de l'Isra.

Quelque 273 personnes dont 171 femmes réunies au sein du Groupement d'intérêt économique Sax Diam (cultiver la paix, en langue wolof) exploitent la vallée. Chacune est dotée, en fonction de ses capacités, d'un espace qui varie entre 0,25 et 2,5 hectares. Marie Séga Sarr en est la présidente. Pour elle, ce retour à la terre est un vœu pieux qui est en train de se réaliser : « Nous étions nostalgique de cette époque où nous allions travailler





dans nos champs et célébrer la période des récoltes. Travailler la terre est tout ce que nous savons faire. C'est ce que nous ont légué aussi nos parents. Cela est de nouveau possible. Et nous en sommes très contents ».

A Diofior comme dans plusieurs localités où les terres étaient devenues inexploitablees à cause du sel, les populations achetaient le riz qu'elles consommaient. Cette époque est désormais révolue. « Tout le riz que nous consommons vient de cette vallée. Aujourd'hui, nous allons vous servir un déjeuner préparé avec ce riz. J'espère que vous allez aimer », indique la présidente de Sax Diam. « La commune de Diofior a atteint l'autosuffisance alimentaire en riz. Et la vallée de Baboulaye est devenue notre grenier », assure Babou Gningue, un producteur qui accompagne les coopératives de riziculteurs. À l'en croire, les terres récupérées sont désormais disponibles pour la riziculture pluviale avec un système d'aménagement permettant une retenue d'eau pour environ trois mois.

La désalinisation des terres de la vallée et les rendements qui y sortent ont permis aux cultivateurs de faire des économies pour mener d'autres activités. « Nous faisons du maraîchage. Nous cultivons des tomates, des aubergines, des choux... Les bénéfices issus de la vente de ces produits servent à la scolarisation de nos enfants, à l'achat des fournitures scolaires et à beaucoup d'autres choses », précise Mme Sarr.

Au Sénégal, l'hivernage a été très précoce cette année. Une surprise pour de nombreux agriculteurs de Diofior qui n'ont pas pu exploiter leurs parcelles. « Cette année, nous n'avons travaillé que 150 hectares de terre. Mais malgré cela, nous nous attendons à des productions records parce qu'il a abondamment plu », espère Babou Gningue.

Le riz produit à Diofior est pour le moment destiné à la consommation locale. La commercialisation reste cependant un objectif sur le long terme. « Quand on y arrivera, cela voudrait dire que l'on se dirige vers la sécurité alimentaire », estime Babou Gningue. Dans le cadre de ce projet, 100 hectares de terres ont été reboisés avec chacun 1100 arbres, créant ainsi une véritable ceinture verte sur une grande partie de la vallée.

En visite dans la zone, les délégués du Fonds africain de développement ont loué les progrès accomplis et qui ont permis de transformer la situation agricole de Diofior. « C'est un réel plaisir de venir constater ce qui a été effectivement réalisé sur le terrain et s'assurer de la manière dont les financements alloués par le Fad ont été dépensés. De bons partenariats, une préparation de qualité du projet au départ permettent de construire la durabilité des projets au profit des bénéficiaires », déclare Veronika Baumgartner Putz, déléguée du Fad pour l'Autriche.

Au Sénégal, la plupart des objectifs du P2RS ont été atteints ou dépassés. Selon son Coordonnateur national, Younoussa Mballo, plus de 7000 hectares de terre ont été récupérés sur un objectif initial de 9000 hectares. De même, 547 périmètres maraîchers ont



été aménagés au lieu de 500. Vingt-trois digues ont également été construites à la place des 16 prévues par le projet.

« Globalement, c'est un projet qui a été exécuté dans les délais (5 ans) avec un taux de décaissement qui avoisinait les 100 % », note Younoussa Mballo. Selon lui, quelque 240 mille producteurs et plus de 60 mille ménages ont été atteints par ce projet ayant permis de réaliser d'autres programmes de développement liés à l'aquaculture, l'élevage, le renforcement de capacité des bénéficiaires sur l'ensemble du territoire national.

Conjoncture ECONOMIQUE

Marcel Saint-Clair Eyene (Gabon) ; La présidence égyptienne de la COP27 définit sa vision pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques et exhorte le monde à agir maintenant ; Conjoncture économique, 29 septembre 2022.

87

Pour accéder à l'article : <https://www.conjonctureseconomiques.net/2022/09/29/la-presidence-egyptienne-de-la-cop27-definit-sa-vision-pour-la-conference-des-nations-unies-sur-les-changements-climatiques-et-exhorte-le-monde-a-agir-maintenant/>

L'agenda met l'accent sur l'action à tous les niveaux sur le changement climatique en continuant à réduire les émissions et en s'attaquant à l'adaptation au changement climatique dans le but de sauver des vies et des moyens de subsistance.



Sameh Shoukry ministre égyptien des Affaires étrangères et président désigné de la COP27





La présidence égyptienne de la COP27 a exposé sa vision pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2022, qui se tiendra dans la ville côtière égyptienne de Charm el-Cheikh du 7 au 18 novembre. L'objectif est de faire de la COP27 une « COP de mise en œuvre » en exhortant à l'action dans les accords antérieurs dans tous les domaines du changement climatique, en mettant l'accent sur la protection des personnes contre les impacts immédiats du changement climatique, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Parlant de la vision pour la COP27, Sameh Shoukry, ministre égyptien des Affaires étrangères et président désigné de la COP27, a déclaré : « Nous devons accélérer l'action climatique sur tous les fronts, y compris l'atténuation, l'adaptation et le financement, en plus d'adopter des mesures d'atténuation plus ambitieuses pour maintenir le 1,5c à portée de main. Il ne peut y avoir de place pour un retard dans la réalisation des engagements climatiques ou pour un retour en arrière sur les gains durement gagnés dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Nous devons travailler ensemble pour la mise en œuvre. Nous devons agir, et agir maintenant, pour sauver des vies et des moyens de subsistance ».

S'exprimant lors d'un point de presse mondial de la COP27, Wael Aboulmagd, Représentant spécial du président de la COP27 a quant à lui indiqué que : « Nous ne pouvons pas sous-estimer la menace à laquelle l'humanité est confrontée en raison du changement climatique ; 4% de la production économique mondiale pourrait être perdue d'ici 2050 à cause du changement climatique[2] et 5 millions de personnes meurent chaque année à cause des températures extrêmes[3]... qui ne feront qu'empirer à mesure que les températures augmentent ».

88

La question transversale sera toujours la finance. Comment allons-nous payer cela ? Nous ne pouvons pas continuer sur une trajectoire extrêmement conflictuelle. Nous devons trouver des moyens créatifs de trouver des financements. Plus important encore, nous avons besoin de toutes les parties prenantes à bord... si nous voulons sauver des vies et des moyens de subsistance et si nous voulons transformer les économies mondiales d'un modèle non durable suivi depuis plus de deux siècles, en un modèle durable à faibles émissions qui prend soin des pauvres les gens et ceux qui souffrent des impacts négatifs du changement climatique.

L'accent mis sur une transition juste et maîtrisée vers un nouveau modèle économique durable a été souligné comme essentiel au progrès lors de la COP27. L'Accord de Paris a reconnu que les nations ont des responsabilités combinées mais différenciées en raison de leurs émissions historiques de gaz à effet de serre.

Cela impose aux pays développés la responsabilité d'aider les pays en développement avec un financement approprié à faire la transition vers une économie plus durable au fil du





temps. La présidence de la COP27 souligne la nécessité de respecter d'abord les engagements financiers actuels, avec l'objectif de financement de 100 milliards de dollars et le doublement du financement mondial de l'adaptation, et de pousser plus loin l'ambition mondiale en matière de financement si nous voulons mener une action climatique efficace.

La présidence a également salué les actions de l'Écosse et du Danemark comme des « pas dans la bonne direction » en ce qui concerne les pertes et dommages et a encouragé les autres pays développés à suivre leur exemple.

Pour sa part, Mohamed Nasr, négociateur principal et directeur général du climat, de l'environnement et du développement durable au ministère égyptien des Affaires étrangères a déclaré que : « Les engagements actuels sont un plancher et non un plafond. Il en faut plus si nous voulons apporter une réponse efficace pour protéger les populations du changement climatique. Le changement climatique ne fera pas de pause et nous ne devrions pas non plus dans notre ambition de nous y attaquer ».

Pour concrétiser cette vision, la présidence de la COP27 a lancé « Act Now », un film qui, mettant en lumière le danger réel et actuel du changement climatique, ses origines et ses solutions créées par l'homme, vise à encourager les décideurs mondiaux à éviter de revenir en arrière et de donner suite aux promesses en leur faisant comprendre la nécessité d'agir maintenant « parce qu'il n'y a pas de temps supplémentaire » et de se réunir pour la mise en œuvre à la COP27 à Charm el-Cheikh.

